

Cote du document: GC 34/L.5  
Point de l'ordre du jour: 8  
Date: 22 décembre 2010  
Distribution: Publique  
Original: Anglais

**F**



Ouvrer pour que les  
populations rurales pauvres  
se libèrent de la pauvreté

## États financiers consolidés du FIDA au 31 décembre 2009

### Note aux Gouverneurs

#### Responsables:

#### Questions techniques:

**Bambis Constantinides**

Directeur de la Division du Contrôleur et des  
services financiers  
téléphone: +39 06 5459 2054  
courriel: [c.constantinides@ifad.org](mailto:c.constantinides@ifad.org)

#### Transmission des documents:

**Liam F. Chicca**

Fonctionnaire responsable des organes  
directeurs  
téléphone: +39 06 5459 2462  
courriel: [l.chicca@ifad.org](mailto:l.chicca@ifad.org)

Conseil des gouverneurs — Trente-quatrième session  
Rome, 19-20 février 2011

---

Pour: **Approbation**

## Recommandation pour approbation

Le Conseil des gouverneurs est invité à approuver la résolution suivante:

"Le Conseil des gouverneurs a examiné et approuvé les états financiers faisant apparaître la situation financière du FIDA au 31 décembre 2009 et les résultats de ses opérations pour l'exercice clos à cette date, tels qu'ils figurent dans les appendices A à J du présent document, et le rapport y relatif du Commissaire aux comptes."

## États financiers consolidés du FIDA au 31 décembre 2009

1. À sa quatre-vingt-neuvième session, en avril 2010, le Conseil d'administration a examiné les états financiers vérifiés du FIDA pour 2009 (appendices A à J) ainsi que le rapport y relatif du Commissaire aux comptes, qui figurent dans le présent document. Ces états financiers, établis conformément aux recommandations du Conseil international des normes comptables (IASB), ont été examinés dans le détail par le Comité d'audit et par le Conseil d'administration. Le Conseil d'administration les soumet à présent au Conseil des gouverneurs, accompagnés d'une recommandation invitant ce dernier à les approuver, conformément à l'article XII 6) du Règlement financier du FIDA.
2. Les états financiers font apparaître les principaux points suivants:
  - a) Les états financiers de 2009 présentent des données consolidées pour le FIDA et les entités qui sont directement liées aux activités de base du FIDA et font partie intégrante de ses activités opérationnelles. Aux termes de la note 2 b) de l'appendice D, le périmètre de consolidation n'englobe pas les entités suivantes: la Coalition internationale pour l'accès à la terre et le Mécanisme mondial de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification.
  - b) Des données supplémentaires ont été fournies quand il a été jugé qu'elles pouvaient intéresser le lecteur, par exemple les contributions complémentaires et supplémentaires des États membres ou d'autres sources (appendice D1) et un bilan pour le FIDA seulement (appendice E), exprimé en droits de tirage spéciaux (DTS), qui renseigne sur la variation de l'actif et du passif libellés en DTS ou dans les monnaies qui composent le panier du DTS et répartis selon les mêmes ratios.
  - c) La légère hausse de l'actif net consolidé, qui est passé de 6,2 milliards d'USD en 2008 à 6,7 milliards d'USD en 2009 (sur la base de la juste valeur), est principalement imputable à l'effet positif net des variations du taux de change au cours de l'année, soit environ 128,2 millions d'USD (2008: effet négatif de 166,8 millions d'USD). Les mouvements de change concernent surtout l'encours des prêts mais aussi le portefeuille de placements et d'autres actifs (plus ou moins liés aux pondérations du DTS) et sont dus à la fluctuation du taux de change du dollar des États-Unis du dollar par rapport au DTS.
  - d) Le montant consolidé des liquidités et du portefeuille de placements, y compris les sommes à recevoir et à payer au titre des placements, a augmenté, passant de 2 757,2 millions d'USD au 31 décembre 2008 à 2 843,9 millions d'USD au 31 décembre 2009.
  - e) L'encours des prêts, déduction faite de la provision cumulée pour dépréciation des prêts et de la provision cumulée au titre de l'Initiative pour la réduction de la dette des pays très endettés (PPTE), a augmenté, passant de 3 596,8 millions d'USD au 31 décembre 2008 à 3 889,3 millions d'USD au 31 décembre 2009 (sur la base de la juste valeur).

- f) Les contributions aux ressources ordinaires, déduction faite des provisions, ont augmenté, passant de 5 301,7 millions d'USD 31 décembre 2008 à 5 843,9 millions d'USD au 31 décembre 2009 (sur la base de la juste valeur).
- g) Le produit des intérêts et commissions de service perçus sur les prêts s'est chiffré à 56,9 millions d'USD en 2009, contre 54,3 millions d'USD en 2008. Le Fonds ne comptabilise pas les intérêts et commissions de service dus et non réglés depuis plus de 180 jours, qui ont représenté 2,3 millions d'USD en 2009, montant légèrement plus bas qu'en 2008.
- h) Le produit brut des liquidités et des placements s'est élevé à 116,5 millions d'USD en 2009, contre 136,3 millions d'USD en 2008 sur une base consolidée. Les charges directes imputées sur le produit des placements ont représenté 4,2 millions d'USD en 2009, conformément au bilan 2008.
- i) En 2009, les charges directes imputées sur le produit des placements ont représenté 88,3 millions d'USD (2008: 82,6 millions d'USD), avec les dépenses du Mécanisme de financement du développement des programmes de 38,2 millions d'USD (2008: 35,6 millions d'USD), le Plan d'action de 1,3 million d'USD (2008: 2,3 millions d'USD) et les autres sources de financement, principalement liées aux frais remboursés par le Gouvernement italien, de 14,6 millions d'USD (2008: 23,4 millions d'USD).
- j) L'ajustement opéré pour présenter les comptes sur la base de la juste valeur, d'un montant de 18,7 millions d'USD (négatif) en 2009 (contre 0,8 million d'USD [négatif] en 2008), résulte du changement requis par l'application de la norme IAS 39 (telle que révisée en 2003).
- k) En 2009, la provision pour dépréciation des prêts a enregistré une variation nette positive de 37,1 millions d'USD (2008: 36,9 millions d'USD [positif]), ce qui donne un solde de 98,4 millions d'USD en valeur nominale (2008: 133,1 millions d'USD).
- l) Le FIDA participe à l'Initiative pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés (Initiative PPTE) depuis 1997. En 2009, la provision au titre de l'Initiative PPTE (avant effet de change) a enregistré une baisse de 7,4 millions d'USD (2008: 34,7 millions d'USD [négatif]). Comme il ressort de l'appendice I, le coût total cumulé des allègements de dette approuvés par le Conseil d'administration s'élevait à 493,5 millions d'USD en valeur nominale au 31 décembre 2009, et le montant des allègements de dette consentis à cette date se chiffrait à quelque 191,3 millions d'USD (principal) plus 64,6 millions d'USD (intérêts).
- m) En 2009, un déficit comptable de 10,8 millions d'USD (8,7 millions d'USD en 2008) a été enregistré au titre du plan d'assurance maladie après cessation de service, sur la base de la dernière évaluation actuarielle faite au 31 décembre 2009. Ce déficit est réparti entre divers postes des dépenses d'exploitation.
3. Les États financiers relatifs à l'exercice 2009 ont été examinés en détail à la cent-treizième réunion du Comité d'audit, tenue le 8 avril 2010. Le président du Comité a présenté officiellement son rapport à ce sujet à la quatre-vingt-dix-neuvième session du Conseil d'administration, en avril 2010. Ce dernier a ensuite recommandé l'adoption de ces états financiers<sup>1</sup> par le Conseil des gouverneurs.

<sup>1</sup> Les deux amendements mineurs ci-après ont été apportés à la version présentée au Conseil d'administration:

- Page 7: État du résultat global (FIDA seulement): (Déficit)/excédent total du résultat global pour 2009 -(15 046) au lieu de 15 046, c'est-à-dire que le chiffre apparaît comme un solde négatif.
- Page 29: Appendice D1: Contributions complémentaires: Suède – VIII<sup>e</sup> reconstitution au lieu de VII<sup>e</sup> reconstitution.

4. L'opinion du Commissaire aux comptes est que "les états financiers donnent une image fidèle de la situation financière du Fonds international de développement agricole au 31 décembre 2009, ainsi que des résultats de ses opérations et des mouvements de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes internationales d'information financière".

## États financiers consolidés

pour l'exercice clos le 31 décembre 2009\*

- Appendice A** Bilan (chiffres consolidés et FIDA seulement)
- Appendice B** État du résultat global (chiffres consolidés et FIDA seulement)
- Appendice B1** État des bénéfices non distribués (chiffres consolidés et FIDA seulement)
- Appendice C** État consolidé des flux de trésorerie
- Appendice D** Notes relatives aux états financiers consolidés
- Appendice D1** État des contributions complémentaires et des contributions supplémentaires et des montants non décaissés

## Rapport du Commissaire aux comptes

### Information complémentaire

- Appendice E** Bilan du FIDA sur la base de la valeur nominale en dollars des États-Unis, reconverti en droits de tirage spéciaux
- Appendice F** État des ressources disponibles pour engagement (FIDA seulement)
- Appendice G** État des contributions
- Appendice H** État des prêts
- Appendice H1** État des dons – FIDA seulement
- Appendice H2** Cadre pour la soutenabilité de la dette – FIDA seulement
- Appendice I** État récapitulatif des engagements au titre de l'Initiative pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés
- Appendice J** État des dépenses d'exploitation (FIDA seulement)

Dans les présents états financiers, les codes utilisés pour les devises sont ceux de la norme internationale 4217 établie par l'Organisation internationale de normalisation (ISO), à Genève, et le droit de tirage spécial (DTS). Les notes relatives aux états financiers consolidés (appendice D) font partie intégrante des états financiers.

\* Tels que soumis pour approbation à la quatre-vingt-dix-neuvième session du Conseil d'administration, en avril 2010, lequel les soumettra ensuite à la trente-quatrième session du Conseil des gouverneurs pour approbation, conformément à l'article XII, paragraphe 6, du Règlement financier du FIDA.

**Bilan (chiffres consolidés et FIDA seulement)**

Aux 31 décembre 2009 et 2008 (en milliers d'USD)

<i>Actif</i>	<i>Actif consolidé</i>		<i>FIDA seulement</i>	
	<i>2009</i>	<i>2008</i>	<i>2009</i>	<i>2008</i>
Liquidités et avoirs en banque (note 4)	421 354	491 548	285 778	263 681
Placements (note 4)	2 488 006	2 427 658	2 375 687	2 358 008
Avoirs détenus en garantie de prêts de titres (note 4)	215 780	455 953	215 780	455 953
Billets à ordre à encaisser (note 5)	400 491	283 980	379 710	264 441
Contributions à recevoir (note 5)	484 943	281 061	377 557	207 747
Moins: provisions (note 6)	(168 448)	(168 485)	(168 448)	(168 485)
Montant des contributions à recevoir et billets à ordre à encaisser	716 986	396 556	588 819	303 703
Autres sommes à recevoir (note 7)	67 881	104 894	160 669	253 391
Actifs fixes (note 8)	1 802	996	1 802	996
Encours des prêts (note 9 et appendice H)	4 006 668	3 777 607	4 006 668	3 777 607
Moins: provision cumulée pour dépréciation des prêts (note 9a))	(27 311)	(62 822)	(27 311)	(62 822)
Moins: provision cumulée au titre de l'Initiative PPTE (note 11 b) et appendice I)	(90 091)	(117 985)	(90 091)	(117 985)
Encours net des prêts	3 889 266	3 596 800	3 889 266	3 596 800
<b>Total actif</b>	<b>7 801 075</b>	<b>7 474 405</b>	<b>7 517 801</b>	<b>7 232 532</b>
	<i>Passif consolidé</i>		<i>FIDA seulement</i>	
<i>Passif et fonds propres</i>	<i>2009</i>	<i>2008</i>	<i>2009</i>	<i>2008</i>
<b>Passif</b>				
Sommes à payer et passif exigible (note 12)	221 632	326 626	242 786	342 010
Engagements au titre des garanties en espèces sur prêts de titres (note 12)	217 872	474 229	217 872	474 229
Dons non décaissés (appendice H1)	402 946	194 922	253 504	138 641
Recettes reportées (note 13)	209 047	269 445	76 647	77 840
Total passif	1 051 497	1 265 222	790 809	1 032 720
<b>Fonds propres</b>				
Contributions				
Ordinaires	5 823 593	5 281 368	5 823 593	5 281 368
Spéciales	20 349	20 348	20 349	20 348
Total contributions (appendice G)	5 843 942	5 301 716	5 843 942	5 301 716
Réserve générale	95 000	95 000	95 000	95 000
Bénéfices non distribués	810 636	812 467	788 050	803 096
Total fonds propres	6 749 578	6 209 184	6 726 992	6 199 812
<b>Total passif et fonds propres</b>	<b>7 801 075</b>	<b>7 474 405</b>	<b>7 517 801</b>	<b>7 232 532</b>

Les notes figurant à l'appendice D font partie intégrante des états financiers.

**État consolidé du résultat global**

Pour les exercices clos les 31 décembre 2009 et 2008 (en milliers d'USD)

	2009	2008
<b>Recettes</b>		
Produit des prêts	56 957	54 344
Produit des liquidités et des placements (note 15)	116 493	136 273
Recettes provenant d'autres sources (note 16)	9 841	18 861
Contributions (note 17)	225 878	32 561
<b>Total des recettes</b>	<b>409 169</b>	<b>242 039</b>
<b>Dépenses d'exploitation (note 18)</b>		
Rémunération du personnel (salaires et prestations) (note 19)	(87 078)	(77 669)
Dépenses administratives courantes	(30 394)	(42 810)
Consultants et personnel extérieur	(30 549)	(30 172)
Institutions coopérantes	(4 877)	(7 661)
Frais financiers directs (banques et placements) (note 20)	(4 269)	(4 185)
<b>Sous-total des dépenses d'exploitation</b>	<b>(157 167)</b>	<b>(162 497)</b>
Provision pour dépréciation des prêts (note 9 a))	37 096	36 945
(Dépenses)/recettes au titre de l'Initiative PPTE	(7 420)	(36 290)
Dons	(386 445)	(131 986)
Dépréciation	(365)	(45)
<b>Total des dépenses</b>	<b>(514 301)</b>	<b>(293 873)</b>
<b>(Déficit)/excédent des recettes par rapport aux dépenses avant ajustement sur la base de la juste valeur</b>	<b>(105 132)</b>	<b>(51 834)</b>
Ajustement sur la base de la juste valeur (note 21)	(18 667)	(796)
<b>(Déficit)/excédent des recettes par rapport aux dépenses</b>	<b>(123 799)</b>	<b>(52 630)</b>
<b>Autres éléments du résultat global:</b>		
(Pertes)/gains de change (note 14)	128 223	(166 752)
Provision pour assurance maladie après cessation de service (AMACS) (note 19 d))	(6 255)	(4 547)
<b>(Déficit)/excédent total des autres éléments du résultat global</b>	<b>121 968</b>	<b>(171 299)</b>
<b>(Déficit)/excédent total du résultat global</b>	<b>(1 831)</b>	<b>(223 929)</b>

Les notes figurant à l'appendice D font partie intégrante des états financiers.

**État du résultat global (FIDA seulement)**

Pour les exercices clos les 31 décembre 2009 et 2008 (en milliers d'USD)

	2009	2008
<b>Recettes</b>		
Produit des prêts	56 957	54 344
Produit des liquidités et des placements (note 15)	114 999	131 257
Recettes provenant d'autres sources (note 16)	14 066	23 025
Recettes provenant des contributions (note 17)	30 000	0
<b>Total des recettes</b>	<b>216 022</b>	<b>208 626</b>
<b>Dépenses d'exploitation (note 18)</b>		
Rémunération du personnel (salaires et prestations) (note 19)	(83 961)	(74 738)
Dépenses administratives courantes	(28 991)	(38 999)
Consultants et personnel extérieur	(25 106)	(23 231)
Institutions coopérantes	(4 819)	(7 428)
Frais financiers directs (banques et placements)	(4 212)	(4 109)
<b>Sous-total des dépenses d'exploitation</b>	<b>(147 089)</b>	<b>(148 505)</b>
Provision cumulée pour dépréciation des prêts (note 9 a))	37 096	36 945
(Dépenses)/recettes au titre de l'Initiative PPTE	(7 371)	(34 660)
Dons	(205 394)	(115 768)
Dépréciation	(365)	(45)
<b>Total des dépenses</b>	<b>(323 123)</b>	<b>(262 033)</b>
<b>(Déficit)/excédent des recettes par rapport aux dépenses avant ajustement sur la base de la juste valeur</b>	<b>(107 101)</b>	<b>(53 407)</b>
Ajustement sur la base de la juste valeur (note 21)	(23 359)	2 865
<b>(Déficit)/excédent des recettes par rapport aux dépenses</b>	<b>(130 460)</b>	<b>(50 542)</b>
<b>Autres éléments du résultat global:</b>		
(Pertes)/gains de change	121 669	(153 587)
Provision pour assurance maladie après cessation de service (AMACS) (note 19 d))	(6 255)	(4 547)
<b>(Déficit)/excédent total des autres éléments du résultat global</b>	<b>115 414</b>	<b>(158 134)</b>
<b>(Déficit)/excédent total du résultat global</b>	<b>(15 046)</b>	<b>(208 676)</b>

Les notes figurant à l'appendice D font partie intégrante des états financiers.



**État consolidé des bénéfices non distribués**

Pour les exercices clos les 31 décembre 2009 et 2008 (en milliers d'USD)

	<i>Total des bénéfices non distribués</i>
<b>Solde d'ouverture au 1<sup>er</sup> janvier 2008</b>	<b>1 036 396</b>
(Déficit)/excédent des recettes par rapport aux dépenses	(52 630)
(Déficit)/excédent total des autres éléments du résultat global	(171 299)
<b>Bénéfices non distribués au 31 décembre 2008</b>	<b>812 467</b>
(Déficit)/excédent des recettes par rapport aux dépenses	(123 799)
(Déficit)/excédent total des autres éléments du résultat global	121 968
<b>Bénéfices non distribués au 31 décembre 2009</b>	<b>810 636</b>

**État des bénéfices non distribués (FIDA seulement)**

Pour les exercices clos les 31 décembre 2009 et 2008 (en milliers d'USD)

	<i>Total des bénéfices non distribués</i>
<b>Solde d'ouverture au 1<sup>er</sup> janvier 2008</b>	<b>1 011 772</b>
(Déficit)/excédent des recettes par rapport aux dépenses	(50 542)
(Déficit)/excédent total des autres éléments du résultat global	(158 134)
<b>Bénéfices non distribués au 31 décembre 2008</b>	<b>803 096</b>
(Déficit)/excédent des recettes par rapport aux dépenses	(130 460)
(Déficit)/excédent total des autres éléments du résultat global	115 414
<b>Bénéfices non distribués au 31 décembre 2009</b>	<b>788 050</b>

Les notes figurant à l'appendice D font partie intégrante des états financiers.

**État consolidé des flux de trésorerie**

Pour les exercices clos les 31 décembre 2009 et 2008 (en milliers d'USD)

	2009	2008
<b>Flux de trésorerie provenant des opérations du FIDA</b>		
Intérêts sur prêts	56 768	55 856
Contributions autres que celles destinées aux reconstitutions	107 275	83 057
Autres sommes (payées)/reçues	24 034	39 252
Dépenses d'exploitation et autres paiements	(151 160)	(154 279)
Décaissements au titre des dons (FIDA)	(53 305)	(39 825)
Décaissements au titre des dons (fonds supplémentaires)	(89 766)	(16 219)
<b>Flux nets de trésorerie dégagés par les activités d'exploitation</b>	<b>(106 154)</b>	<b>(32 158)</b>
<b>Activités d'investissement</b>		
Décaissements de prêts	(428 522)	(433 807)
Remboursements de prêts – principal	201 093	186 233
Somme reçue/(payée) au titre des placements	2 544	119 946
<b>Flux nets de trésorerie utilisés pour les activités d'investissement</b>	<b>(224 885)</b>	<b>(127 628)</b>
<b>Activités de financement</b>		
Contributions aux reconstitutions	287 110	209 487
<b>Flux nets de trésorerie utilisés pour les activités de financement</b>	<b>287 110</b>	<b>209 487</b>
<b>Effet des variations de change sur les liquidités et équivalents</b>	<b>38 901</b>	<b>(52 626)</b>
<b>Augmentation/(diminution) nette des liquidités et équivalents non soumis à restriction</b>	<b>(5 028)</b>	<b>(2 925)</b>
Liquidités et équivalents non soumis à restriction en début d'exercice	2 510 000	2 512 925
<b>Liquidités et équivalents non soumis à restriction en fin d'exercice</b>	<b>2 504 972</b>	<b>2 510 000</b>
<b>DONT:</b>		
Liquidités non soumises à restriction	421 297	491 487
Placements non soumis à restriction, à l'exclusion des placements détenus jusqu'à échéance et des garanties en espèces sur prêts de titres	2 083 675	2 018 513
<b>Liquidités et équivalents en fin d'exercice</b>	<b>2 504 972</b>	<b>2 510 000</b>

Les notes figurant à l'appendice D font partie intégrante des états financiers.

## Notes relatives aux états financiers consolidés

### NOTE 1

#### BRÈVE DESCRIPTION DU FONDS ET DE LA NATURE DE SES OPÉRATIONS

Le Fonds international de développement agricole (ci-après dénommé le FIDA ou le Fonds) est une institution spécialisée des Nations Unies qui existe depuis le 30 novembre 1977, date à laquelle l'Accord portant création du FIDA est entré en vigueur, et qui a son siège à Rome (Italie). Le Fonds et ses opérations sont régis par cet accord.

Tout État membre de l'Organisation des Nations Unies ou de l'une de ses institutions spécialisées ou de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) peut devenir membre du Fonds. Celui-ci a pour ressources les contributions des États membres, les contributions spéciales provenant d'États non membres et d'autres sources, et le produit de ses opérations.

Le Fonds a pour objectif de mobiliser des ressources additionnelles qui devront essentiellement être affectées, à des conditions de faveur, au financement de projets expressément conçus pour améliorer les systèmes de production alimentaire, le niveau nutritionnel et les conditions de vie des populations les plus pauvres des pays en développement. Le Fonds mobilise ressources et savoirs dans le cadre d'une coalition dynamique associant les ruraux pauvres, les gouvernements, les institutions financières et les organismes de développement, les organisations non gouvernementales et le secteur privé, y compris des cofinanceurs. Les financements provenant d'autres sources que les reconstitutions sous forme de fonds supplémentaires et de ressources humaines font partie intégrante des activités opérationnelles du FIDA.

### NOTE 2

#### PRINCIPALES RÈGLES COMPTABLES

Les principales règles comptables appliquées pour la préparation de ces états financiers consolidés sont exposées ci-après. Sauf indication contraire, elles ont été régulièrement appliquées à tous les exercices pour lesquels des états financiers ont été présentés.

##### a) Principes de base

Les états financiers consolidés du Fonds sont établis conformément aux normes internationales d'information financière appelées normes IFRS et selon la méthode de calcul au coût historique, à l'exception des prêts et de certaines sommes à recevoir et engagements qui sont comptabilisés sur la base de leur juste valeur et de leur coût amorti selon la méthode des taux d'intérêts effectifs. Des informations sont données séparément dans les comptes là où elles sont jugées présenter un intérêt pour le lecteur.

La préparation des états financiers conformément aux normes IFRS exige que soient effectuées certaines estimations comptables essentielles. Elle suppose aussi que la direction fasse usage de jugement pour l'application des règles comptables. Les domaines dans lesquels l'exercice de ce jugement est plus poussé ou plus complexe ou dans lesquels les hypothèses et estimations sont importantes pour les états financiers consolidés sont indiqués dans la note 3.

Les changements suivants ont eu lieu en 2009:

- Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2009, le FIDA applique la version révisée de la Norme comptable internationale 1 relative à la "Présentation des états financiers". Cette norme porte sur la présentation des états financiers et non au traitement des transactions comptables. Le changement introduit cette année consiste à remplacer l'"état des recettes et des dépenses" par un "état du résultat global" (appendice B) dont la structure est légèrement différente car une distinction est faite entre les recettes et dépenses d'exploitation et les variations résultant d'une réévaluation comptable (pertes et gains de change, excédents ou déficits actuariels ou ajustement sur la base de la juste valeur par exemple). La présentation du bilan et de l'état des bénéfices non distribués reste inchangée.
- Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2009, le FIDA applique la version modifiée de la Norme internationale d'information

financière 7, qui concerne la mesure de la juste valeur et le risque de liquidité. En particulier, la nouvelle norme prévoit que les montants relatifs à la juste valeur devront être ventilés entre les trois niveaux de mesure de la juste valeur. Cette modification impose la publication d'informations plus détaillées, mais elle est sans effet sur le plan financier. Les actifs et passifs financiers comptabilisés au bilan à leur juste valeur sont affectés à une catégorie sur la base de la technique d'évaluation appliquée:

Niveau 1: actifs et passifs financiers dont la valeur est calculée sur la base des prix (non ajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques.

Niveau 2: actifs et passifs financiers dont la valeur est calculée sur la base des prix cotés pour des actifs ou passifs analogues, ou de modèles de valorisation dans lesquels toutes les données significatives sont observables soit directement, soit indirectement, pour toute la durée de vie de l'actif ou du passif concerné.

Niveau 3: actifs et passifs financiers dont la valeur est calculée sur la base de prix ou de techniques d'évaluation utilisant des données qui ne sont pas observables et qui ont des conséquences sur la mesure globale de la juste valeur.

##### b) Périmètre de consolidation

Les financements sous forme de fonds supplémentaires et de ressources humaines font partie intégrante des activités opérationnelles du FIDA. C'est pourquoi le Fonds établit des comptes consolidés qui incluent les opérations et les soldes des entités suivantes:

- le Programme spécial pour les pays d'Afrique subsaharienne touchés par la sécheresse et la désertification (PSA);
- Fonds du FIDA pour Gaza et la Cisjordanie (FGC)
- d'autres fonds supplémentaires, notamment les dons d'assistance technique, les cofinancements, les financements obtenus pour le programme de cadres associés, les fonds supplémentaires thématiques et programmatiques, le Programme conjoint FIDA-Fonds belge de survie (PC-FBS) et le Fonds pour l'environnement mondial (FEM);
- le Fonds fiduciaire du FIDA au titre l'Initiative pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés (PPTTE);
- le Fonds fiduciaire du FIDA pour le plan d'assurance maladie après cessation de service (AMACS).

Ces entités sont directement liées aux activités de base du FIDA et largement contrôlées par ce dernier. Les données les concernant sont donc consolidées dans les états financiers du FIDA pour donner une vue plus complète et plus claire de la situation. Toutes les opérations et tous les soldes constatés entre ces entités ont été éliminés. Des états financiers supplémentaires pour ces fonds peuvent être établis sur demande pour les donateurs qui en ont besoin.

À la différence des autres entités hébergées par le FIDA, le programme de travail du PC-FBS est préparé par le FIDA et arrêté chaque année avec l'accord du Gouvernement belge lors d'une réunion du comité directeur. Le PC-FBS est une entité complémentaire dont les opérations font partie des activités de base du FIDA.

**Entités hébergées par le FIDA.** Il existe d'autres entités que le FIDA héberge mais dont les opérations ne font pas partie de ses activités principales et ne sont donc pas consolidées dans les comptes du FIDA. Il s'agit en l'occurrence de la Coalition internationale pour l'accès à la terre (anciennement "Coalition populaire pour éliminer la faim et la pauvreté"), de l'Équipe spéciale de haut niveau sur la crise mondiale de la sécurité alimentaire (HLTF) et du Mécanisme mondial de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification.

##### c) Conversion des monnaies et variations de change

Les postes inclus dans les états financiers consolidés sont chiffrés dans la monnaie en usage dans l'environnement économique principal dans lequel s'exercent les activités de l'entité ("la monnaie fonctionnelle"). Dans le cas du FIDA, cette

monnaie est le dollar des États-Unis. C'est donc en dollar des États-Unis que sont présentés ces états financiers consolidés du FIDA.

Les opérations en devises sont converties dans la monnaie fonctionnelle sur la base des taux de change en vigueur à la date de l'opération ou en fonction du taux de change applicable. Les gains et pertes de change résultant du règlement de ces transactions ainsi que de la conversion, aux taux de change en vigueur à la fin de l'exercice, des actifs et passifs monétaires libellés en devises sont comptabilisés dans l'état des recettes et des dépenses.

Les résultats et la situation financière des entités/fonds dont la monnaie fonctionnelle est différente de la monnaie de présentation sont convertis dans cette dernière monnaie, comme suit:

- Les actifs et passifs sont convertis au taux de clôture, de même que les recettes et dépenses.
- Toutes les différences de change qui en résultent sont comptabilisées comme éléments distincts des fonds propres.

#### d) **Fonds propres**

Ils comprennent les trois éléments suivants: **i) Contributions (fonds propres); ii) Réserve générale; et iii) Bénéfices non distribués.**

##### i) **Contributions (fonds propres)**

###### a) **Généralités**

Les contributions que chaque Membre doit verser au Fonds sont payables à l'échéance en monnaies librement convertibles; toutefois, jusqu'à la fin de la période de la troisième reconstitution, les Membres de la catégorie III pouvaient verser leur contribution dans leur propre monnaie, qu'elle soit ou non librement convertible. Les contributions doivent être versées en espèces mais, dans la mesure où le Fonds n'a pas un besoin immédiat d'une partie de la contribution pour ses opérations, cette partie peut être versée sous forme de billets à ordre non négociables, irrévocables et ne portant pas intérêt ou d'obligations payables à vue.

Une contribution destinée à la reconstitution des ressources du FIDA est comptabilisée intégralement comme actif et comme somme à recevoir lorsque le Membre concerné dépose son instrument de contribution. Les montants à recevoir des États membres au titre de leur contribution et autres sommes à recevoir, y compris les billets à ordre, sont comptabilisés dans le bilan à leur juste valeur, conformément à la norme IAS 39, au niveau 2.

###### b) **Provisions**

Les principes applicables aux provisions pour arriérés de contribution des États membres sont les suivants:

i) Chaque fois qu'un versement au titre d'un instrument de contribution ou d'un tirage sur un billet à ordre accuse un retard de 24 mois, il est constitué une provision égale à la valeur de tous les arriérés de contribution ou de tous les tirages non honorés sur l'encours du billet ou des billets à ordre en question.

ii) Chaque fois qu'un versement au titre d'un instrument de contribution ou d'un tirage sur un billet à ordre accuse un retard de 48 mois ou plus, il est constitué une provision égale à la valeur totale des contributions impayées du Membre concerné ou à la valeur totale du billet ou des billets à ordre souscrits par celui-ci pour la période de financement considérée (c'est-à-dire pour la période de reconstitution).

iii) La date de clôture de l'exercice sert actuellement de point de référence pour le calcul des délais de 24 et de 48 mois.

##### ii) **Réserve générale**

La Réserve générale, qui ne peut être utilisée qu'à des fins autorisées par le Conseil des gouverneurs, a été établie pour répondre à la nécessité de se prémunir contre le risque de surengagement des ressources du Fonds qui pourrait découler

des fluctuations des taux de change, et contre les retards éventuels dans la perception par le Fonds des paiements au titre du service des prêts ou dans le recouvrement des sommes qui lui sont dues au titre du placement de ses avoirs liquides. L'intention est également de couvrir le risque de surengagement qui pourrait découler d'une diminution de la valeur des actifs du Fonds par suite de fluctuations de cours affectant ses placements.

Le niveau de la Réserve générale fait l'objet d'un examen tous les trois ans.

##### iii) **Bénéfices non distribués**

Les bénéfices non distribués représentent l'excédent des recettes sur les dépenses, sans compter les effets des variations de change. D'un point de vue opérationnel, il convient de se reporter à l'état des ressources disponibles pour engagement (FIDA seulement) (appendice F).

##### e) **Prêts**

###### i) **Généralités**

Les prêts du FIDA sont uniquement accordés à des pays en développement qui sont Membres du Fonds ou à des organisations intergouvernementales dont ces pays font partie. Dans ce dernier cas, le Fonds peut exiger des garanties gouvernementales ou autres. Un prêt prend effet ou entre en vigueur lorsque les conditions préalables ont été remplies. Les décaissements peuvent commencer dès la signature du prêt.

Tous les prêts du Fonds sont approuvés et leur remboursement, ainsi que le paiement des intérêts dont ils sont assortis, doivent être effectués dans la monnaie spécifiée dans l'accord de prêt, pour un montant équivalant à la somme due en DTS, calculé sur la base des taux appliqués par le Fonds monétaire international aux dates correspondantes. Les prêts approuvés sont décaissés en faveur des emprunteurs conformément aux dispositions de l'accord de prêt.

Actuellement, les conditions de prêt sont les suivantes:

"a) Les prêts consentis à des conditions particulièrement favorables seront exempts d'intérêts mais supporteront une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an et comporteront un délai de remboursement de quarante (40) ans, différé d'amortissement de dix (10) ans compris; b) les prêts consentis à des conditions intermédiaires supporteront un taux d'intérêt annuel équivalant à cinquante pour cent (50%) du taux d'intérêt variable de référence déterminé chaque année par le Conseil d'administration et comporteront un délai de remboursement de vingt (20) ans, différé d'amortissement de cinq (5) ans compris; c) les prêts consentis à des conditions ordinaires supporteront un taux d'intérêt annuel équivalant à cent pour cent (100%) du taux d'intérêt variable de référence déterminé chaque année par le Conseil d'administration et comporteront un délai de remboursement allant de quinze (15) ans à dix-huit (18) ans, différé d'amortissement de trois (3) ans compris; d) aucune commission d'engagement ne sera prélevée sur les prêts."

##### ii) **Prêts à des États non membres**

À sa vingt et unième session en février 1998, le Conseil des gouverneurs a, dans sa résolution 107/XXI, approuvé l'établissement d'un fonds spécifiquement destiné à financer des prêts pour Gaza et la Cisjordanie (FGC). Il a été à cet effet dérogé à l'application de l'article 7, section 1 b), de l'Accord portant création du FIDA. L'aide financière, y compris sous forme de prêts, est transférée au FGC par décision du Conseil d'administration, et son remboursement, le cas échéant, est imputé directement aux ressources ordinaires du FIDA.

##### iii) **Initiative pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés (PPTTE)**

Historique de l'Initiative PPTTE

Le FIDA participe à l'Initiative – initiale et renforcée – du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés dans le cadre de sa politique générale en matière de gestion des

partenariats opérationnels avec des pays susceptibles d'avoir des arriérés à l'égard du FIDA en raison du poids du service de leur dette. Plus précisément, le FIDA accorde des allègements de dette en annulant, au profit des pays qui remplissent les conditions requises, une fraction de leurs obligations au titre du service de la dette, à mesure que celles-ci deviennent exigibles.

En 1998, le FIDA a établi un fonds fiduciaire pour l'Initiative PPTE. Ce fonds reçoit du FIDA et d'autres sources des ressources spécifiquement destinées à compenser la diminution convenue au titre de l'Initiative PPTE des remboursements au(x) compte(s) de prêt. Les montants correspondant aux obligations annulées au titre du service de la dette doivent être remboursés au fur et à mesure par le fonds fiduciaire (c'est-à-dire au moment où lesdites obligations arrivent à échéance), dans la limite des ressources disponibles.

#### Impact de l'Initiative PPTE

Le Conseil d'administration approuve chaque allègement de dette consenti à un pays en valeur actuelle nette et la fraction de principal correspondant à cet allègement, estimée en valeur nominale, est ensuite inscrite au poste Provision cumulée au titre de l'Initiative PPTE et comptabilisée en charge au poste Dépenses au titre de l'Initiative PPTE de l'état des recettes et des dépenses. Les hypothèses sur lesquelles reposent ces estimations font l'objet de révisions périodiques. L'estimation de la valeur des imputations effectuées au titre de l'Initiative PPTE comporte un élément discrétionnaire important.

La dépense comptabilisée est ensuite compensée et la provision cumulée réduite à proportion des sommes fournies par les donateurs extérieurs et versées par l'intermédiaire du fonds fiduciaire pour l'Initiative PPTE, pour financer les allègements de dette.

En novembre 2006, le FIDA a été autorisé à accéder aux ressources propres du Fonds fiduciaire PPTE administré par la Banque mondiale afin de contribuer au financement des allègements de dette à accorder aux pays qui atteignent le point d'achèvement. Les financements consentis sont calculés en valeur actuelle nette.

#### iv) Comptabilisation des prêts

Conformément à la norme IAS 39, les prêts sont initialement comptabilisés sur la base de leur juste valeur le premier jour puis sur la base du coût amorti selon la méthode des intérêts effectifs. La juste valeur est calculée à l'aide d'un modèle en actualisant la valeur estimée des flux de trésorerie futurs générés par le prêt considéré, dans la monnaie dans laquelle celui-ci est libellé, au moment de la clôture du prêt (c'est-à-dire lorsque celui-ci est entièrement décaissé). Les taux d'actualisation sont calculés en fonction de la courbe des taux d'intérêt prévus pour l'année de clôture, selon la monnaie dans laquelle le prêt est libellé. Le facteur d'actualisation appliqué n'est pas ajusté en fonction du risque de crédit afférent au pays étant donné que les prêts sont accordés directement aux pays et sont donc considérés comme des "créances souveraines", compte tenu de la très faible probabilité de non-recouvrement pour le portefeuille de prêts du FIDA. Cependant, tous les prêts en cours sont analysés et s'il apparaît objectivement que les remboursements risquent d'être affectés, une provision est constituée. Cette méthode d'évaluation à la juste valeur relève du niveau 2.

#### v) Provision cumulée pour dépréciation

Les retards dans les paiements au titre des prêts entraînent des pertes en valeur actuelle pour le Fonds puisqu'il ne prélève pas de droit ou d'intérêt supplémentaire sur les arriérés dus au titre des intérêts ou du principal des prêts. La provision est égale à la différence entre la valeur comptable du prêt et la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs actualisés sur la base du taux d'intérêt effectif initial (c'est-à-dire le taux d'intérêt effectif calculé lors de la comptabilisation du prêt). Lorsqu'il n'est pas possible d'estimer avec quelque degré de certitude ce que seront les flux de trésorerie produits par un prêt (comme c'est le cas pour tous les prêts ayant jusqu'à présent donné lieu à la constitution d'une provision), on peut appliquer une méthode semblable à celle en usage pour le provisionnement des contributions des États membres. Ainsi, une provision sera constituée dès lors que, en l'absence d'un plan de règlement convenu, un versement dû au titre du prêt aura plus de 24 mois de retard. Une provision est également

constituée pour les échéances du même prêt en retard de moins de 24 mois. Tous les montants impayés à la date d'expiration de ce délai sont considérés comme inclus dans la provision, même si une partie de l'encours du prêt est ultérieurement remboursée. Lorsque le retard dépasse 48 mois, la provision s'applique à l'intégralité du principal non remboursé. La date à partir de laquelle commencent à courir les délais susmentionnés est celle du bilan. Le Fonds n'a passé par pertes et profits aucun de ses prêts.

#### vi) Situation de non-comptabilisation

Les recettes au titre des prêts sont comptabilisées selon le système de l'exercice. En cas de paiements en retard de plus de 180 jours, les intérêts et commissions de service ne sont comptabilisés que lorsqu'ils sont effectivement reçus. Des démarches se poursuivent auprès des gouvernements intéressés afin d'obtenir le règlement de ces impayés.

#### f) Placements

Le portefeuille de titres du Fonds contient des titres de placement ainsi que certains titres sélectionnés qu'il entend conserver jusqu'à échéance. Le Fonds comptabilise ses titres de placement à leur juste valeur, à part ceux qu'il entend conserver jusqu'à échéance et qui sont comptabilisés au coût amorti. La juste valeur est la valeur boursière à la date du bilan (juste valeur de niveau 1). Les plus-values et moins-values réalisées ou latentes sur les titres sont comptabilisées dans le produit des placements. Les gains et les pertes de change réalisés ou latents sont inscrits au compte des variations de change. Tous les achats et les ventes de titres de placement sont comptabilisés à la date de la transaction. Les produits dérivés sont initialement comptabilisés à leur juste valeur à la date de signature du contrat correspondant, puis réévalués sur cette même base ultérieurement. La majeure partie des produits dérivés étant utilisés comme instruments de couverture (bien que non comptabilisés comme tels), les variations de leur juste valeur sont immédiatement constatées dans l'état des recettes et des dépenses.

Le Fonds prend part à des opérations de prêt de titres par l'intermédiaire du dépositaire global qui intervient en tant qu'agent. Il reçoit en contrepartie des garanties qui peuvent être versées sous la forme soit de titres, soit d'espèces, conformément aux pratiques du marché. Ces opérations de prêt de titres sont des contrats passés avec des contreparties selon les règles établies par le marché et les dispositions convenues avec le dépositaire global. Les titres prêtés ne sont pas sortis du bilan, sauf en cas de transfert des risques et des revenus liés à leur détention. De même, le FIDA ne comptabilise pas les titres qu'il reçoit en garantie, à moins que les risques et les revenus attachés à leur propriété ne lui soient également transférés. Les garanties versées en espèces sont investies sur le marché monétaire et dans d'autres instruments financiers liquides inscrits dans la catégorie des titres de transaction à l'actif du bilan. En tant que prêteur, le FIDA est tenu de verser des intérêts (ou "rebate") sur les garanties qui lui sont fournies en espèces. Le cas échéant, c'est à lui qu'il incombe juridiquement de supporter les pertes encourues sur les garanties réinvesties.

L'obligation de restituer les garanties en espèces versées par les emprunteurs de titres constitue un engagement porté au passif du FIDA.

Les revenus et les pertes latents ou réalisés sur les opérations de prêt de titres sont comptabilisés en recettes ou en charges sur la base des droits constatés.

#### g) Liquidités et équivalents

Les liquidités et équivalents comprennent les disponibilités et les dépôts à vue auprès des banques, ainsi que les placements immédiatement réalisables à la date du bilan. Le montant net des sommes à payer au titre des placements et les titres détenus jusqu'à échéance ne sont pas compris dans les placements immédiatement réalisables à des fins de trésorerie.

### **h) Contributions (non comptabilisées dans les fonds propres)**

Les contributions non destinées à la reconstitution des ressources sont inscrites comme produits dans les comptes de l'exercice d'imputation des dépenses correspondantes. Pour les activités de cofinancement, les contributions reçues sont inscrites comme produit dans les comptes de l'exercice au cours duquel le don entre en vigueur. Les contributions pour les dons programmatiques, le programme de cadres associés et les autres fonds supplémentaires sont inscrites au bilan comme produits reportés et sont diminuées, dans l'état des recettes et des dépenses, du montant des charges liées aux projets. Lorsque cela est spécifié dans les accords avec les donateurs, les contributions reçues (y compris les frais de gestion), plus l'intérêt produit, auxquelles ne correspondent pas encore de dépenses directes sont reportées à des exercices ultérieurs pour imputation des coûts correspondants. Cette méthode est conforme aux principes comptables adoptés en ce qui concerne les fonds supplémentaires combinés du FIDA et présente plus clairement la nature sous-jacente des soldes en question. On trouvera une liste de ces contributions à l'appendice D1.

Des donateurs individuels ont apporté leur concours au FIDA sous forme de ressources humaines (cadres associés) pour l'aider dans ses activités. Les contributions ainsi reçues des donateurs sont comptabilisées comme des recettes et les coûts correspondants sont imputés aux dépenses de personnel.

### **i) Dons**

L'Accord portant création du FIDA habilite ce dernier à accorder des dons à ses États membres ou à des organisations intergouvernementales auxquelles participent ses Membres, selon les modalités qu'il juge appropriées.

Les dons sont comptabilisés comme des dépenses à leur date d'entrée en vigueur à hauteur du montant approuvé et portés au passif pour les montants non décaissés à leur juste valeur conformément à la norme IAS 39 (juste valeur de niveau 2). À la suite de l'approbation par le Conseil d'administration de la version révisée des Conditions générales applicables au financement du développement agricole (avril 2009), les dons prennent effet à la date d'entrée en vigueur de l'accord de don à compter de laquelle le bénéficiaire est en droit d'engager des dépenses admissibles.

Les dons annulés sont déduits des dépenses de l'exercice au cours duquel l'annulation prend effet.

### **j) Régimes applicables au personnel**

#### **i) Obligations concernant les pensions**

Le FIDA est membre de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies qui a été créée pour assurer aux fonctionnaires concernés des prestations de retraite ainsi que des indemnités en cas de décès, d'invalidité et autres. Son personnel est donc couvert par un régime de retraite par capitalisation à prestations définies. L'obligation financière de l'organisation vis-à-vis de la Caisse se compose d'une cotisation obligatoire au taux établi par l'Assemblée générale des Nations Unies majorée, le cas échéant, d'une part du déficit actuariel, conformément aux dispositions de l'article 26 des statuts de la Caisse des pensions. Cette part de déficit ne doit être payée que lorsque l'Assemblée générale décide de recourir aux dispositions de l'article 26, après qu'une estimation actuarielle de l'actif de la Caisse a déterminé la nécessité d'un tel paiement à la date d'évaluation. Au moment où les présents états ont été établis, l'Assemblée générale n'avait pas eu recours auxdites dispositions.

La méthode actuarielle adoptée pour la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies repose sur l'approche globale avec entrants. Le coût des prestations est comptabilisé en charge dans l'état des recettes et des dépenses de manière à être réparti sur les années de service des employés, conformément aux conseils des actuaires qui effectuent une évaluation complète du régime tous les deux ans. La Caisse expose les organisations participantes à des risques actuariels liés aux actuels et anciens fonctionnaires d'autres organisations et en conséquence il n'existe pas de base cohérente et fiable pour répartir l'obligation, les avoirs de la Caisse et les coûts entre les organisations participantes. Étant donné que le FIDA –

comme les autres organisations participantes – n'est pas en mesure de déterminer avec suffisamment de fiabilité, à des fins comptables, ce que représente sa part de la position financière et de la performance de la Caisse des pensions, il ne comptabilise rien dans son actif à cet égard, et ne présente aucune autre information ayant trait aux prestations de retraite, comme le rendement des avoirs de la Caisse.

#### **ii) Plan d'assurance maladie après cessation de service**

Le FIDA participe, sur la base d'un partage des coûts, à un plan d'assurance maladie après cessation de service (AMACS) géré par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), à l'intention des anciens fonctionnaires touchant une pension des Nations Unies et d'autres anciens fonctionnaires remplissant les conditions requises. Ce plan d'assurance maladie repose sur le principe de la répartition, c'est-à-dire qu'il finance les dépenses annuelles sur les budgets annuels et les cotisations du personnel. Depuis 2006, une évaluation indépendante du plan d'assurance maladie a lieu chaque année.

Conformément à la norme IAS 19, le FIDA a créé un fonds fiduciaire dans lequel il transfère les fonds nécessaires pour financer les engagements actuariels.

### **k) Provisions**

Des provisions sont établies quand le Fonds a une obligation juridique réelle ou présumée découlant de faits passés, quand il est probable qu'un prélèvement de ressources sera nécessaire pour s'acquitter de cette obligation, et quand le montant de l'obligation se prête à une estimation fiable. Les indemnités à verser aux fonctionnaires au titre des congés annuels et de la cessation de service sont comptabilisées au moment où elles sont dues. Une provision est constituée à hauteur du montant estimatif de ces indemnités, à raison des services rendus par les fonctionnaires jusqu'à la date d'établissement du bilan.

### **l) Imposition**

Le FIDA est une institution spécialisée des Nations Unies et, en tant que telle, jouit du privilège d'exemption fiscale en vertu de la Convention de 1947 sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées des Nations Unies et de l'Accord entre la République italienne et le Fonds relatif au siège permanent du FIDA. Les prélèvements fiscaux s'appliquant aux éléments pour lesquels l'exemption n'a pas encore été obtenue sont déduits directement du produit des placements correspondants.

### **m) Comptabilisation des recettes**

Les recettes provenant des commissions de service et d'autres sources sont inscrites dans les comptes de l'exercice d'imputation des dépenses correspondantes.

### **n) Actifs fixes – actifs incorporels**

Les achats de biens mobiliers et d'équipements d'une certaine importance sont inscrits au bilan. Ces actifs sont amortis de manière linéaire sur leur durée d'utilisation estimée, selon le schéma suivant:

• Aménagements et installations	10 ans
• Mobilier	5 ans
• Matériel de bureau	4 ans

Les coûts de développement de logiciels sont comptabilisés comme des actifs incorporels si de cette immobilisation résultent des avantages économiques futurs pour l'organisation. L'amortissement est calculé de manière linéaire sur la durée d'utilisation estimée du logiciel considéré (deux à cinq ans).

### **o) Ressources du FIDA disponibles pour engagement**

Les ressources disponibles pour engagement sont constituées par les ressources en monnaies librement convertibles, telles qu'elles sont définies à la section 1 de l'article 4 de l'Accord portant création du FIDA, qui ont été versées par les Membres et d'autres entités ou qui proviennent ou proviendront du produit des opérations ou des remboursements de prêts effectués par les emprunteurs, dans la mesure où lesdites ressources n'ont pas déjà été engagées pour des prêts et des dons ou versées à la Réserve générale.

Les principes qui déterminent les ressources disponibles pour engagement sont les suivants:

i) Seuls les paiements effectifs reçus en espèces ou sous forme de billets à ordre sont inclus dans les ressources disponibles pour engagement. La valeur des montants en espèces ou sous forme de billets à ordre dus au titre des instruments de contribution mais non payés n'est pas comptabilisée dans les ressources disponibles pour engagement.

ii) Des provisions pour arriérés de paiement au titre des billets à ordre ont été constituées.

iii) Les billets à ordre et les engagements au titre des prêts (prêts entrés en vigueur mais non décaissés, prêts approuvés et signés mais non encore en vigueur et prêts non encore signés) et les dons non décaissés sont comptabilisés à leur valeur nominale dans l'état des ressources disponibles pour engagement dans la mesure où celui-ci constitue un rapport opérationnel destiné uniquement à des fins de gestion qui n'est donc pas soumis aux règles de la norme IAS 39 concernant les états financiers.

iv) Le Conseil d'administration peut avoir recours au pouvoir d'engagement anticipé (PEA), avec prudence et circonspection, pour compenser, d'année en année, les fluctuations des ressources disponibles pour engagement et pour constituer une réserve de ressources. Le Fonds a eu recours au PEA en 2008, comme en 2007, les ressources ordinaires ne suffisant pas à financer ses engagements au titre des prêts et des dons.

Un prêt ou un don est considéré comme engagé lorsqu'un accord formel a été signé entre le Fonds et le bénéficiaire du prêt ou du don. Le Conseil d'administration du Fonds examine à chacune de ses sessions l'état des ressources disponibles pour engagement afin de s'assurer que le FIDA dispose des ressources nécessaires pour financer les prêts et les dons soumis à son approbation lors de la session ou susceptibles d'être approuvés suivant la procédure de défaut d'opposition avant la session suivante.

### NOTE 3

#### ESTIMATIONS ET ÉLÉMENTS D'APPRÉCIATION SIGNIFICATIFS

##### a) *Estimations et hypothèses retenues*

Les estimations et éléments d'appréciation retenus, qui sont régulièrement évalués, se fondent sur l'expérience historique et d'autres facteurs, notamment l'anticipation d'événements dont la probabilité est jugée raisonnable au vu des circonstances. Par définition, les estimations comptables qui en résultent équivalent rarement aux résultats effectifs. Les estimations et hypothèses les plus susceptibles d'entraîner un ajustement significatif des actifs et passifs comptabilisés au cours du prochain exercice sont exposées ci-dessous.

i) Juste valeur et coût amortis des prêts, dons non décaissés, recettes reportées et sommes à recevoir au titre des billets à ordre et des contributions.

La juste valeur des instruments financiers qui ne sont pas négociés sur un marché actif est déterminée au moyen de méthodes d'évaluation.

ii) Initiative PPTE

L'estimation des pertes imputables à l'Initiative PPTE et aux arriérés de remboursement des prêts repose dans une large mesure sur le jugement de la direction. Les principales hypothèses retenues pour les calculs concernent le taux de change entre le DTS et le dollar des États-Unis, la date d'entrée en vigueur de l'allègement de dette et le niveau des décaissements.

##### b) *Éléments d'appréciation intervenant dans l'application des règles comptables*

i) Comptabilisation à la juste valeur

Conformément aux normes internationales d'information financière, le FIDA établit ses comptes sur la base de la juste valeur. Le rapprochement des chiffres calculés selon cette méthode et selon celle du coût amorti a été effectué sur la base des intérêts effectifs et des valeurs nominales pour les prêts, les sommes à recevoir, les dons non décaissés et les recettes reportées.

### NOTE 4

#### SOLDE DES LIQUIDITÉS ET PLACEMENTS

##### a) *Ventilation des soldes (consolidés)*

	En milliers d'USD	
	2009	2008
Liquidités non soumises à restriction	421 297	491 487
Liquidités soumises à restriction	57	61
<b>Sous-total liquidités</b>	<b>421 354</b>	<b>491 548</b>
Placements non soumis à restriction	2 487 548	2 427 170
Placements soumis à restriction	458	488
<b>Sous-total placements hors garanties en espèces sur prêts de titres</b>	<b>2 488 006</b>	<b>2 427 658</b>
Avoirs détenus en garantie de prêts de titres	215 780	455 953
<b>Sous-total placements</b>	<b>2 703 786</b>	<b>2 883 611</b>
<b>Total des liquidités et placements</b>	<b>3 125 140</b>	<b>3 375 159</b>

##### b) *Liquidités et placements soumis à restriction*

Monnaies non librement convertibles. Au 31 décembre 2009, les liquidités et placements détenus par le Fonds en monnaies non librement convertibles s'élevaient respectivement à 57 000 USD (61 000 USD en 2008) et à 458 000 USD (488 000 USD en 2008).

Conformément à l'Accord portant création du FIDA, les montants versés au Fonds par les États membres de l'ancienne catégorie III dans leur monnaie nationale, au titre de leurs contributions initiales ou de leurs contributions additionnelles, sont soumis à restriction.

##### c) *Composition du portefeuille de placements (consolidé) par instrument*

Au 31 décembre 2009, les liquidités et les placements évalués aux cours du marché, y compris les sommes à payer et à recevoir, se chiffraient à 2 843 974 000 USD (2 757 204 000 USD en 2008), à l'exception des avoirs soumis à restriction et en monnaies non convertibles. Ils se décomposaient comme suit:

	En milliers d'USD	
	2009	2008
Liquidités	421 297	491 487
Titres à revenu fixe	2 350 258	2 306 973
(Perte)/gain non réalisé sur contrats à terme	(8 753)	26 752
Dépôts à terme et autres effets bancaires	143 470	87 566
Contrats à terme	2 615	6 530
Options	(42)	122
Swaps	-	(773)
Avoirs détenus en garantie de prêts de titres	215 780	455 953
<b>Total des liquidités et placements</b>	<b>3 124 625</b>	<b>3 374 610</b>
Sommes à recevoir sur cessions de titres	37 685	67 388
Somme à payer sur achats de titres	(100 464)	(210 565)
Engagements au titre des garanties en espèces	(217 872)	(474 229)
<b>Total des placements</b>	<b>2 843 974</b>	<b>2 757 204</b>

Les placements en titres à revenu fixe comprenaient, au 31 décembre 2009, 402 809 000 USD de titres détenus jusqu'à échéance (407 152 000 USD en 2008).

Au 31 décembre 2009, la valeur de marché des garanties en espèces reçues sur les prêts de titres se montait à 215,8 millions d'USD (455,9 millions d'USD en 2008) tandis que les engagements correspondants à l'égard des emprunteurs atteignaient 217,9 millions d'USD (474,2 millions d'USD en 2008), ce qui représente une perte latente de 2,1 millions d'USD (l'équivalent de 18,3 millions d'USD en 2008). Au 31 décembre 2009, la valeur nominale des titres prêtés se montait à 216 millions d'USD (526 millions d'USD en 2008) et les titres reçus par le Fonds en guise de garantie représentaient 3,9 millions d'USD (74 millions d'USD en 2008). La majeure partie des titres prêtés sont des placements à court terme.

**d) Composition du portefeuille de placements (consolidé) par monnaie**

La composition par monnaie des liquidités et des placements au 31 décembre était la suivante:

	En milliers d'USD	
	2009	2008
Euro	955 038	883 573
Yen japonais	355 143	337 096
Livre sterling	257 430	240 769
Dollar des États-Unis	1 278 455	1 314 042
<b>Total</b>	<b>2 846 066</b>	<b>2 775 480</b>
Avoirs détenus en garantie de prêts de titres	215 780	455 953
Engagements au titre des garanties en espèces	(217 872)	(474 229)
<b>Total liquidités et placements</b>	<b>2 843 974</b>	<b>2 757 204</b>

La composition par monnaie des avoirs détenus en garantie de prêts de titres est présentée séparément ci-après à la note 4 j).

**e) Composition du portefeuille de placements (consolidé) par échéance**

Au 31 décembre, la composition par échéance des liquidités et des placements était la suivante:

	En milliers d'USD	
	2009	2008
Moins de 1 an	638 027	599 499
1 à 5 ans	1 736 209	1 555 526
5 à 10 ans	204 159	244 179
Plus de 10 ans	267 671	376 276
<b>Total</b>	<b>2 846 066</b>	<b>2 775 480</b>
Avoirs détenus en garantie de prêts de titres	215 780	455 953
Engagements au titre des garanties en espèces	(217 872)	(474 229)
<b>Total liquidités et placements</b>	<b>2 843 974</b>	<b>2 757 204</b>

Au 31 décembre 2009, la durée moyenne des placements à revenu fixe restant à courir jusqu'à l'échéance dans le portefeuille consolidé était de 52 mois (76 mois en 2008).

Les données relatives aux garanties en espèces sur prêts de titres (notamment la composition de ces avoirs par échéance) sont présentées séparément ci-après à la note 4 j).

**f) Gestion des risques financiers**

Les placements du FIDA sont exposés à divers risques financiers: risque de marché, risque de crédit, risque de change, risque de garde et risque de liquidité. Dans l'hypothèse de la poursuite de ses activités, le Fonds encourt aussi un risque de perte de ressources qui est toutefois limité au portefeuille de placements.

**g) Risque de marché**

Conformément à sa politique de placement, le FIDA investit dans plusieurs catégories d'actifs à revenu fixe. Lorsqu'il y a lieu, la direction du FIDA prend les mesures tactiques qui s'imposent pour protéger l'ensemble du portefeuille de placements contre les évolutions défavorables du marché.

Les liquidités et les placements détenus jusqu'à leur échéance sont gérés en interne. Les autres placements sont répartis entre 11 mandats de gestion externe.

Le tableau 1 ci-après indique la part relative et le montant des placements effectués dans les différentes classes d'actifs que comporte le portefeuille, ainsi que les allocations préconisées par la politique de placement, aux 31 décembre 2009 et 2008. Les chiffres présentés concernent uniquement le FIDA.

Tableau 1  
**Répartition effective des placements par classe d'actifs et répartition préconisée par la politique de placement (FIDA seulement)**

Aux 31 décembre 2009 et 2008

Classe d'actifs	Portefeuille		Politique de placement	
	2009	%	En millions d'USD	%
Liquidités à court terme	7,1	184,2	5,5	
Placements détenus jusqu'à échéance	15,5	402,8	15,5	
Obligations d'État	42,7	1 110,8	43,6	
Placements diversifiés à taux fixe	18,0	467,0	15,4	
Placements indexés sur l'inflation	16,7	433,9	20,0	
<b>Total</b>	<b>100</b>	<b>2 598,7</b>	<b>100</b>	

Classe d'actifs	Portefeuille		Politique de placement	
	2008	%	En millions d'USD	%
Liquidités à court terme	5,5	136,6	5,5	
Placements détenus jusqu'à échéance	16,4	407,2	16,4	
Obligations d'État	43,8	1 086,0	43,3	
Placements diversifiés à taux fixe	17,9	443,8	14,8	
Placements indexés sur l'inflation	16,4	404,9	20,0	
<b>Total</b>	<b>100</b>	<b>2 478,5</b>	<b>100</b>	

Au 31 décembre 2009, le solde de clôture et les liquidités opérationnelles comprenaient des fonds supplémentaires d'un montant d'environ 40 millions d'USD versés par la Commission européenne. Ces sommes ont modifié temporairement l'équilibre du portefeuille et la répartition des actifs.

Chaque classe d'actifs est gérée selon des lignes directrices qui lui sont propres et qui imposent des restrictions sur le choix des instruments admissibles et les opérations susceptibles d'être effectuées par les gestionnaires en fonction des risques du marché. Ces restrictions prennent la forme suivante:

1. indices de référence prédéterminés et limitation de l'écart autorisé en termes de durée;
2. erreurs de réplcation maximales;
3. notes de crédit minimales (voir ci-après l'alinéa h) Risque de crédit).

Les indices de référence sélectionnés pour les différentes classes d'actifs sont indiqués dans le tableau 2 ci-dessous.



Tableau 2  
Indices de référence par portefeuille

Portefeuille	Indice de référence
Liquidités à court terme	-
Obligations d'État	Indice JP Morgan pour les obligations d'État multimarchés de 1 à 3 ans, ajusté en fonction des quatre monnaies entrant dans la composition du panier du DTS
Placements diversifiés à taux fixe	Indice composite Barclays (ex Lehman) pour les États-Unis (Aa+ au minimum)
Placements indexés sur l'inflation	Indice "Barclays Capital" pour les obligations d'État indexées sur l'inflation (1 à 10 ans)
Placements détenus jusqu'à échéance	Indice sectoriel étendu équilibré (calculé en interne sur une base trimestrielle)

En matière d'échéance, les limites sont les suivantes:

- Un an de plus que la référence pour les obligations d'État multimarché.
- Deux ans de plus que la référence pour les placements diversifiés à taux fixe.
- Deux ans de plus que la référence pour les obligations indexées sur l'inflation.

L'exposition au risque de marché est ajustée par restructuration des échéances en fonction de l'évolution des cours de titres. Pour les valeurs à revenu fixe, la durée maximale est fixée à deux ans au-delà de l'échéance du portefeuille de référence. Le Fonds n'effectue pas de placements sur les marchés d'actions.

La durée moyenne des placements du FIDA aux 31 décembre 2009 et 2008 et les valeurs de référence correspondantes sont indiquées au tableau 3 ci-dessous.

Tableau 3  
Durée moyenne des placements et durée de référence, en nombre d'années (FIDA seulement)  
Aux 31 décembre 2009 et 2008

Classe d'actifs	Portefeuille		Durée de référence	
	2009	2008	2009	2008
Liquidités à court terme	-	-	n/a	n/a
Obligations d'États	2,0	2,9	1,8	2,6
Placements diversifiés à taux fixe	4,2	3,0	4,2	3,2
Placements indexés sur l'inflation	4,0	4,7	4,2	5,2
Placements détenus jusqu'à échéance	2,3	2,3	2,3	2,3
<b>Durée moyenne totale</b>	<b>2,6</b>	<b>3,0</b>	<b>2,6</b>	<b>3,0</b>

L'analyse de sensibilité du portefeuille de placements du FIDA présentée au tableau 4 ci-après montre l'incidence qu'un déplacement positif et négatif symétrique de la courbe de rendement (de -300 à +300 points de base) aurait sur la valeur du portefeuille de placements au 31 décembre 2009.

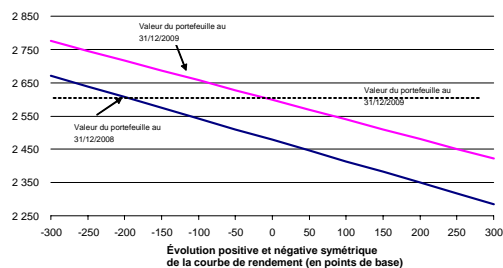
Tableau 4  
Analyse de sensibilité du portefeuille de placements (FIDA seulement)

Variation de la courbe de rendement en points de base	2009		2008	
	Variation de la valeur du portefeuille sous mandat de gestion	Total portefeuille	Variation de la valeur du portefeuille sans mandat de gestion	Total portefeuille
-300	177	2 755	193	2 672
-250	147	2 746	161	2 640
-200	118	2 717	129	2 608
-150	88	2 687	96	2 575
-100	59	2 658	64	2 543
-50	29	2 628	32	2 511
<b>0</b>	<b>0</b>	<b>2 599</b>	<b>-</b>	<b>2 478</b>
50	(29)	2 569	(32)	2 447
100	(59)	2 540	(64)	2 415
150	(88)	2 510	(96)	2 383
200	(118)	2 481	(129)	2 350
250	(147)	2 451	(161)	2 318
300	(177)	2 422	(193)	2 286

L'analyse de sensibilité présentée ci-dessus ne tient pas compte des placements liés aux garanties en espèces sur prêts de titres. Les taux d'intérêt étant actuellement faibles, les variations de la courbe de rendement en points de base sont données à titre d'exemple.

Le graphique 1 ci-dessous illustre la relation négative entre rendements et valeur des placements à revenu fixe.

Graphique 1  
Analyse de sensibilité de la valeur du portefeuille de placements (FIDA seulement)  
(En millions d'USD)



Au 31 décembre 2009, si le niveau général des taux d'intérêt des monnaies entrant dans la composition du papier du DTS avait été supérieur/inférieur de 100 points de base (déplacement positif ou négatif symétrique de la courbe de rendement), le produit de l'ensemble du portefeuille de placements aurait été inférieur/supérieur de 59,0 millions d'USD du fait des pertes (gains) enregistrés sur les placements évalués au cours du marché (75% du portefeuille).

Le tableau 5 ci-dessous indique l'écart de suivi (*tracking error*) maximal autorisé par les lignes directrices de la politique de placement. L'écart de suivi représente l'écart type annualisé de la performance du portefeuille par rapport à l'objectif de référence, et mesure le risque actif encouru par les gestionnaires de placements.

Tableau 5  
Écart de suivi maximal autorisé par classe d'actifs

Classe d'actifs	Écart de suivi (en % par an)
Obligations d'État	0,75-1,00
Placements diversifiés à taux fixe	0,75-1,00
Placements indexés sur l'inflation	2,00
Placements détenus jusqu'à échéance	s.o.

Au 31 décembre 2009, l'écart de suivi du portefeuille, sur la base des trois années précédentes, était de 0,28%.

**h) Risque de crédit**

Les lignes directrices de la politique de placement fixent des normes de qualité minimales pour le choix des titres et des contreparties. Ces normes reflètent les notes attribuées aux établissements bancaires et aux émissions obligataires par les grandes agences de notation financière, comme indiqué au tableau 6 ci-dessous.

Tableau 6  
**Notes de crédit minimales exigées par la politique de placement**

Classe d'actifs	Titres	Opérations		
		Dépôts à terme et CD <sup>a</sup>	au comptant et à terme <sup>b</sup>	Swaps de taux d'intérêt <sup>b</sup>
Liquidités à court terme	s.o.	A-1/P-1	s.o.	s.o.
Obligations d'État <sup>c</sup>	Moody's Aa3 ou Standard & Poor's (S&P) AA- ou Fitch AA-	A-1/P-1	A-1/P-1	s.o.
Placements diversifiés à taux fixe <sup>c</sup>	Moody's Aa3 ou S&P AA- ou Fitch AA (exception: MBS et ABS AAA/Aaa par deux des trois institutions)	A-1/P-1	A-1/P-1	AA-/Aa3
Placements indexés sur l'inflation <sup>c</sup>	Moody's Aa3 ou S&P AA-	A-1/P-1	A-1/P-1	s.o.
Placements détenus jusqu'à échéance	Moody's Aa3 ou S&P AA- (exception: obligations de sociétés AAA/Aaa)	A-1/P-1	s.o.	s.o.

<sup>a</sup> La note de crédit minimale (P-1 de Moody's ou A-1 de S&P) s'applique à l'établissement bancaire.

<sup>b</sup> La note de crédit minimale s'applique à la contrepartie.

<sup>c</sup> Seul sont autorisés les contrats à terme et les options négociés sur des marchés organisés.

Note: ABS = titres adossés à des actifs  
IRS = swaps de taux d'intérêt  
MBS = titres adossés à des créances hypothécaires

Au 31 décembre 2009, la note de crédit moyenne de chaque classe d'actifs était égale ou supérieure au minimum autorisé par la politique de placement (tableau 7).

Tableau 7  
**Note de crédit moyenne par classe d'actifs (FIDA seulement)**

Aux 31 décembre 2009 et 2008

Classe d'actifs	Note de crédit <sup>a</sup>	
	2009	2008
Liquidités à court terme	P1	P1
Obligations d'État	Aaa	Aaa
Placements diversifiés à taux fixe	Aa1	Aaa
Placements indexés sur l'inflation	Aaa	Aaa
Placements détenus jusqu'à échéance	Aaa	Aaa

<sup>a</sup> La note de crédit moyenne est calculée sur la base des valeurs de marché aux 31 décembre 2009 et 2008; pour les placements détenus jusqu'à échéance, la note moyenne est calculée sur la base des valeurs nominales. Les notes de crédit sont celles attribuées par Moody's.

Les notes de crédit des garanties en espèces sont indiquées ci-après à la note 4 j).

**j) Placements en titres détenus jusqu'à échéance**

	Équivalent en milliers d'USD			
	USD	EUR	Livre sterling	Total
Obligations de sociétés	61 785	68 618	8 080	138 483
Obligations publiques	113 130	63 232	8 360	184 722
Obligations d'État	10 170	38 308	-	48 478
Obligations d'entités supranationales	10 252	20 874	-	31 126
<b>Total 2009</b>	<b>195 337</b>	<b>191 032</b>	<b>16 440</b>	<b>402 809</b>
Total 2008	204 588	188 047	14 517	407 152

Au 31 décembre 2009, la juste valeur des placements détenus jusqu'à échéance se montait à 418 592 000 USD (418 769 000 USD en 2008).

Au 31 décembre, la composition par échéance des titres détenus jusqu'à échéance était la suivante:

Échéance	En milliers d'USD	
	2009	2008
Moins d'un an	88 632	94 284
1-2 ans	73 399	87 924
2-3 ans	77 951	73 052
3-4 ans	78 852	75 340
4-5 ans	74 349	76 552
5-6 ans	9 626	-
<b>Total</b>	<b>402 809</b>	<b>407 152</b>

Tous les titres à moins d'un an ont une échéance de plus de trois mois à compter de la date d'acquisition.

**j) Prêts de titres**

Le FIDA prend part à des opérations de prêt de titres qui comportent un risque de crédit si la contrepartie ne s'acquitte pas de ses obligations contractuelles. Le dépositaire global se charge, pour le compte du FIDA, de gérer au jour le jour les garanties et de les compléter par des appels de fonds supplémentaires si nécessaire (en fonction du niveau minimum requis dans les contrats). La gestion du risque de crédit est assurée à la fois par le dépositaire global et par le FIDA, mais celui-ci supporte à lui seul le risque de marché lié aux titres dans lesquels il investit les garanties en espèces reçues des emprunteurs. En 2008, en vertu d'un amendement à l'accord conclu avec le dépositaire global, celui-ci a transféré dans un compte distinct toutes les garanties liées aux opérations de prêt de titres effectuées par le FIDA. Les règles expressément définies pour ce compte sont plus restrictives que celles de la politique générale du FIDA en matière de placements. Elles définissent les critères à respecter pour le choix des titres, les notes minimales de crédit et la durée moyenne pondérée des placements (30 jours maximum pour les garanties réinvesties). Une grande partie des avoirs reçus en garantie est investie dans des instruments facilement mobilisables, afin de couvrir notamment le faible risque de liquidité associé à certains titres adossés à des créances hypothécaires et certains titres adossés à des actifs du portefeuille. Les placements liés aux garanties en espèces sur prêts de titres, ventilés par monnaie, par note de crédit et par structure des échéances, sont présentés dans les tableaux ci-dessous.

	En milliers d'USD	
	2009	2008
Dollar des États-Unis	215 780	455 953
Euro	-	-
<b>Total</b>	<b>215 780</b>	<b>455 953</b>

Tableau au 31 décembre 2009:

	<i>En milliers d'USD</i>				
	AAA	AA	A	BBB	Total
Liquidités	92 991	-	-	-	92 991
Obligations de sociétés	-	19 191	6 784	-	25 975
Valeurs bancaires	-	2 825	10 168	-	12 993
MBS*	8 303	-	592	168	9 063
ABS*	70 565	1 639	216	2 338	74 758
<b>Total</b>	<b>171 859</b>	<b>23 655</b>	<b>17 760</b>	<b>2 506</b>	<b>215 780</b>

Tableau au 31 décembre 2008:

	<i>En milliers d'USD</i>				
	AAA	AA	A	BBB	Total
Liquidités	167 829	-	-	-	167 829
Obligations de sociétés	23 221	12 879	39 553	2 758	78 411
Obligations publiques	54 658	-	-	-	54 658
Obligations d'État	29 910	-	-	-	29 910
Valeurs bancaires	-	8 101	6 247	-	14 349
MBS*	12 245	1 890	959	3 382	19 476
ABS*	87 283	1 459	503	2 075	91 321
<b>Total</b>	<b>376 147</b>	<b>24 330</b>	<b>47 262</b>	<b>8 215</b>	<b>455 953</b>

\* ABS = titres adossés à des actifs

MBS = titres adossés à des créances hypothécaires

NOTE: La note de crédit retenue dans le tableau ci-dessus est la plus basse de celles attribuées par les agences Moody's, Standard & Poor's et Fitch.

Au 31 décembre 2009, la composition par échéance des placements liés aux garanties en espèces sur prêts de titres était la suivante:

<i>Echéance</i>	<i>En milliers d'USD</i>	
	2009	2008
Moins d'un an	163 407	340 126
1-2 ans	36 589	76 296
2-3 ans	13 113	28 682
3-4 ans	2 671	10 849
<b>Total</b>	<b>215 780</b>	<b>455 953</b>

Note: La composition par échéance correspond aux échéances financières des garanties en espèces réinvesties et non aux échéances juridiques.

**k) Risque de change**

Le portefeuille de placements est utilisé de manière à minimiser globalement les risques de change encourus par le FIDA. La majeure partie des engagements du FIDA se composent de prêts et de dons non décaissés libellés en DTS. Dans la mesure du possible, le Fonds s'efforce donc de faire en sorte que ses actifs soient libellés dans les monnaies composant le panier du DTS et répartis selon les mêmes ratios. De même, les montants affectés à la Réserve générale et les engagements de dons libellés en dollars des États-Unis ont pour contrepartie des actifs libellés dans cette même monnaie.

L'alignement de l'actif sur le panier du DTS fait l'objet d'un contrôle généralement effectué tous les mois.

En cas de défaut d'alignement jugé important et persistant, la direction entame une procédure de réaligement en modifiant la part relative des différentes monnaies à l'intérieur du portefeuille de placements de manière à ce que l'ensemble de l'actif reflète à nouveau les pondérations du DTS.

Le tableau 8 ci-dessous indique le degré d'alignement de l'ensemble de l'actif du FIDA sur le panier du DTS au 31 décembre 2009.

Tableau 8  
**Alignement de l'actif sur le panier du DTS (FIDA seulement)**  
Au 31 décembre 2009

<i>Monnaie</i>	<i>Part de l'actif net (%)</i>	<i>Pondération du DTS</i>	<i>Écart</i>
USD	39,8	40,4	(0,6)
EURO	37,0	37,6	(0,6)
JPY	14,3	12,7	1,6
GBP	8,9	9,3	(0,4)
<b>Total</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>-</b>

Au 31 décembre 2009, si le dollar des États-Unis s'était déprécié (apprécié) de 10% par rapport aux trois autres monnaies composant le panier du DTS, le degré d'alignement de l'actif du FIDA aurait été comme indiqué au tableau 9 ci-dessous.

Tableau 9  
**Sensibilité du niveau d'alignement de l'actif sur le panier du DTS (FIDA uniquement)**  
Au 31 décembre 2009

<i>Monnaie</i>	<i>Écart par rapport aux pondérations du DTS</i>	
	<i>USD -10% (%)</i>	<i>USD +10% (%)</i>
USD	(1,9)	3,0
EURO	2,2	(0,9)
JPY	(1,1)	(2,1)
GBP	0,8	0,0
<b>Total</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

Afin d'améliorer ses rendements, le Fonds peut investir dans des titres libellés dans des monnaies autres que celles du panier du DTS et effectuer, en les couvrant, des opérations à terme sur devises afin de maintenir l'équilibre monétaire entre ses actifs et ses engagements libellés en DTS et en dollars des États-Unis.

**l) Risque de liquidité**

Une gestion prudente du risque de liquidité suppose notamment de conserver suffisamment d'actifs liquides ou équivalents pour faire face aux décaissements de prêts et de dons ainsi qu'aux dépenses administratives lorsqu'il y a lieu. Pour assurer au FIDA la souplesse de financement dont il a besoin, les services de la trésorerie estiment le montant des fonds disponibles à partir de toutes les sources utiles à cet égard et surveillent la situation des liquidités selon divers échéanciers. Le FIDA a élaboré une politique en matière de liquidités, adoptée par le Conseil d'administration en décembre 2006, visant à mettre en place de nouveaux dispositifs de sauvegarde dans ce domaine. Cette politique prévoit le maintien d'un niveau minimum d'actifs très liquides dans le portefeuille de placements du FIDA, à hauteur de 60% du total des décaissements bruts annuels, niveau qui peut être majoré en cas de crise durant la période de la septième reconstitution (2007-2009). À l'heure actuelle, la part des actifs très liquides détenus par le Fonds couvre largement le minimum de liquidités requis. Les services du FIDA examinent actuellement la pertinence du niveau de liquidité, compte tenu de l'expansion du programme de travail et de l'évolution des besoins de liquidité pour la période couvrant la huitième reconstitution (2010-2012)

**m) Risque de ressources**

La politique générale du FIDA en matière de ressources est soumise périodiquement à l'examen de la direction et fait également l'objet d'une évaluation de la part des principales parties prenantes une fois au moins lors de chaque cycle de reconstitution. Le FIDA surveille de près et à intervalles réguliers la position de ses ressources, afin de garantir la poursuite de ses activités. En conséquence, il ajuste le montant de ses nouveaux engagements de prêts et de dons au cours de chaque exercice en fonction des ressources disponibles. La prévision des ressources à long terme est effectuée à l'aide du modèle financier du FIDA.

## NOTE 5

## BILLETS À ORDRE ET SOMMES À RECEVOIR DES CONTRIBUANTS

	En milliers d'USD	
	2009	2008
<b>Billets à ordre à encaisser</b>		
Contributions aux reconstitutions	387 911	276 728
Contributions du FBS	21 228	20 565
<b>Total</b>	<b>409 139</b>	<b>297 293</b>
Ajustement sur la base de la juste valeur	(8 648)	(13 313)
<b>Billets à ordre à encaisser, sur la base de la juste valeur</b>	<b>400 491</b>	<b>283 980</b>
<b>Contributions à recevoir</b>		
Contributions aux reconstitutions	390 427	211 617
Contributions du FBS	28 509	32 862
Contributions supplémentaires	84 375	45 689
<b>Total</b>	<b>503 311</b>	<b>290 168</b>
Ajustement sur la base de la juste valeur	(18 368)	(9 107)
<b>Contributions à recevoir, sur la base de la juste valeur</b>	<b>484 943</b>	<b>281 061</b>

**a) Contributions initiales et contributions aux première, deuxième, troisième, quatrième, cinquième, sixième et septième reconstitutions des ressources**

Ces contributions ont été intégralement acquittées, sous réserve de ce qui est indiqué dans la note 6 et dans le tableau ci-dessous:

## Contributions non versées/encaissées (au 31 décembre 2009)

Donateur	En milliers d'USD	
	Reconstitution	Montant
Brésil <sup>a</sup>	Sixième	2 639
États-Unis <sup>b</sup>	Sixième	459
Brésil <sup>a</sup>	Septième	7 916
Bolivie (État plurinational de)	Septième	2 100
Égypte <sup>a</sup>	Septième	2 100
France <sup>a</sup>	Septième	34 434
Allemagne <sup>a</sup>	Septième	14 000
Guatemala	Septième	5
Japon <sup>a</sup>	Septième	9 763
Nigéria	Septième	289
Pakistan	Septième	1 587
Suisse <sup>a</sup>	Septième	13 453
Tunisie	Septième	200
Royaume-Uni <sup>a,b</sup>	Septième	13 432
États-Unis <sup>a,b</sup>	Septième	30 857

<sup>a</sup> Cas dans lesquels l'État membre et le FIDA sont convenus d'un calendrier d'encaissements particulier.

<sup>b</sup> Une partie de ce solde représente un billet à ordre non déposé au 31 décembre 2009.

**b) Huitième reconstitution des ressources**

Des précisions sur les contributions et paiements effectués pour la huitième reconstitution sont données à l'appendice G. La huitième reconstitution est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> décembre 2009.

**c) Programme spécial pour l'Afrique (PSA)**

Des précisions sur les contributions au PSA au titre des première et seconde phases sont données à l'appendice G.

**d) Risque de crédit**

Les contributions des donateurs au FIDA étant garanties par les États, le Fonds part du principe que chacune des contributions pour lesquelles un instrument juridiquement contraignant a été déposé sera finalement encaissée. Le risque de non-recouvrement est couvert par la constitution de provisions sur les contributions.

## NOTE 6

## PROVISIONS

La juste valeur des provisions est identique à leur valeur nominale étant donné que les sommes à recevoir et billets à ordre correspondants sont déjà exigibles à la date du bilan.

Conformément à la politique du FIDA, il a été constitué des provisions dont le montant au 31 décembre est indiqué ci-après:

	En milliers d'USD	
	2009	2008
Solde en début d'exercice	168 485	168 485
Variation totale	(37)	0
<b>Solde en fin d'exercice</b>	<b>168 448</b>	<b>168 485</b>
dont:		
Billets à ordre des contribuants a)	80 861	80 898
Sommes à recevoir des contribuants b)	87 587	87 587
<b>Total</b>	<b>168 448</b>	<b>168 485</b>

**a) Provisions au titre des billets à ordre**

Au 31 décembre 2009, toutes les contributions aux reconstitutions des ressources du FIDA jusques et y compris la septième, déposées sous forme de billets à ordre, avaient été tirées à 100% (65% pour la septième reconstitution au 31 décembre 2008).

Aux 31 décembre 2009 et 2008, toutes les contributions au PSA (première et seconde phase) avaient été tirées en totalité.

Conformément à la politique du FIDA, il a été constitué des provisions au titre des billets à ordre, dont le montant au 31 décembre est indiqué ci-après:

	En milliers d'USD	
	2009	2008
<b>FIDA</b>		
<b>Contributions initiales</b>		
Iran (République islamique d')	29 358	29 358
Iraq	13 717	13 717
	43 075	43 075
<b>Première reconstitution</b>		
Iraq	31 099	31 099
	31 099	31 099
<b>Deuxième reconstitution</b>		
Mauritanie	0	2
	0	2
<b>Troisième reconstitution</b>		
République populaire démocratique de Corée	600	600
Jamahiriyah arabe libyenne	6 087	6 087
Mauritanie	0	25
	6 687	6 712
<b>Total FIDA</b>	<b>80 861</b>	<b>80 888</b>
<b>PSA</b>		
<b>Première phase</b>		
Mauritanie	0	10
<b>Total PSA</b>	<b>0</b>	<b>10</b>
<b>Total général</b>	<b>80 861</b>	<b>80 898</b>

**b) Provisions au titre des sommes à recevoir des contribuants**

Conformément à la politique du FIDA, il a été constitué des provisions au titre de certaines de ces sommes à recevoir, comme indiqué ci-dessous:

	<i>En milliers d'USD</i>	
	2009	2008
<b>Contributions initiales</b>		
Comores	10	10
Iran (République islamique d')	83 167	83 167
	83 177	83 177
<b>Deuxième reconstitution</b>		
Iraq	2 000	2 000
	2 000	2 000
<b>Troisième reconstitution</b>		
Iran (République islamique d')	2 400	2 400
Sao Tomé-et-Principe	10	10
	2 410	2 410
<b>Total</b>	<b>87 587</b>	<b>87 587</b>

**NOTE 7****AUTRES SOMMES À RECEVOIR**

	<i>En milliers d'USD</i>	
	2009	2008
Sommes à recevoir provenant de cessions de titres	37 685	67 388
Autres montants à recevoir	30 196	37 506
<b>Total</b>	<b>67 881</b>	<b>104 894</b>

Les sommes ci-dessus devraient être reçues dans un an au plus tard à compter de la date du bilan.

**NOTE 8****IMMOBILISATIONS**

	<i>En milliers d'USD</i>		
	2009		31 décembre
	1 <sup>er</sup> janvier	Ajouts	décembre
<b>Coût</b>			
Informatique - matériel	565	355	920
Informatique - logiciels	64	595	659
Mobilier et installations	412	222	634
<b>Total</b>	<b>1 041</b>	<b>1 172</b>	<b>2 213</b>
<b>Dépréciation</b>			
Informatique - matériel	(10)	(308)	(318)
Informatique - logiciels	(1)	(21)	(22)
Mobilier et installations	(34)	(37)	(71)
<b>Total</b>	<b>(45)</b>	<b>(366)</b>	<b>(411)</b>
<b>Immobilisations nettes</b>	<b>996</b>	<b>806</b>	<b>1 802</b>

**NOTE 9****PRÊTS****a) Provision cumulée pour dépréciation**

La provision cumulée pour dépréciation des prêts se décompose comme suit:

	<i>En milliers d'USD</i>	
	2009	2008
Solde en début d'exercice	133 103	173 990
Augmentation/(diminution) nette de la provision	(37 096)	(36 945)
Réévaluation	2 417	(3 942)
<b>Solde en fin d'exercice en valeur nominale</b>	<b>98 424</b>	<b>133 103</b>
Ajustement sur la base de la juste valeur	(71 113)	(70 281)
<b>Total</b>	<b>27 311</b>	<b>62 822</b>

Tous les prêts couverts par la provision cumulée sont compromis à 100%.

**b) Situation de non-comptabilisation**

Si les montants impayés au titre des prêts en situation de non-comptabilisation avaient été comptabilisés, le produit des prêts indiqué dans l'état des recettes et des dépenses pour l'exercice 2009 aurait été supérieur de 2 294 000 USD (2 835 000 USD en 2008). Les chiffres correspondants sont respectivement de 2 262 000 USD (2 803 000 USD en 2008) pour le FIDA et de 32 000 USD (32 000 USD en 2008) pour le PSA. Les États membres concernés sont indiqués ci-après:

**i) Emprunteurs en situation de non-comptabilisation – FIDA**  
Au 31 décembre 2009

	<i>En milliers d'USD</i>			
	Principal non amorti	Principal en arriéré	Produit non comptabilisé en 2009	En retard de paiement depuis
Cuba	12 992	12 992	513	Sept. 1989
République populaire démocratique du Corée	8 170	1 634	91	Avril 2009
République démocratique du Congo	23 202	6 659	247	Fév. 1993
Guinée équatoriale	2 843	158	18	Mars 2009
Guinée-Bissau	6 857	2 087	70	Nov. 1995
Libéria	15 918	12 437	456	Nov. 1995
Somalie	27 050	15 529	267	Janv. 1991
Zimbabwe	25 912	14 851	600	Oct. 2001
<b>Total</b>	<b>122 944</b>	<b>66 347</b>	<b>2 262</b>	

**ii) Emprunteurs en situation de non-comptabilisation – PSA**  
Au 31 décembre 2009

	<i>En milliers d'USD</i>			
	Principal non amorti	Principal en arriéré	Produit non comptabilisé en 2009	En retard de paiement depuis
Guinée-Bissau	3 200	956	32	Déc. 1995
<b>Total</b>	<b>3 200</b>	<b>956</b>	<b>32</b>	

Le produit des prêts indiqué dans l'état des recettes et des dépenses pour l'exercice 2009 comprend un montant de 1 442 000 USD (4 273 000 USD en 2008) perçu au titre d'exercices antérieurs.

On trouvera à l'appendice H un état détaillé des prêts approuvés, des décaissements effectués et des remboursements perçus.

**c) Ventilation de l'encours des prêts**

	<i>En milliers d'USD</i>	
	2009	2008
<b>FIDA – Prêts approuvés moins annulations et ajustement pour variation en USD de la valeur totale des prêts en DTS (appendice H)</b>		
<b>2009 – 9 645 695 USD</b>		
<b>2008 – 9 108 152 USD</b>		
Prêts en vigueur	9 078 516	8 458 277
Moins: solde non décaissé des prêts en vigueur	(2 405 049)	(2 265 755)
Remboursements	(1 617 360)	(1 462 618)
Intérêts/principal à recevoir	23 183	18 967
<b>Encours des prêts, en valeur nominale</b>	<b>5 079 290</b>	<b>4 748 871</b>
Ajustement sur la base de la juste valeur	(1 225 698)	(1 129 484)
<b>Encours des prêts, sur la base de la juste valeur</b>	<b>3 853 592</b>	<b>3 619 387</b>

	En milliers d'USD	
	2009	2008
<b>PSA – Prêts approuvés moins annulations et ajustement pour variation en USD de la valeur totale des prêts en DTS (appendice H)</b>		
<b>2009 – 347 105 USD</b>		
<b>2008 – 342 226 USD</b>		
Prêts en vigueur	347 105	342 226
Moins: solde non décaissé des prêts en vigueur	(228)	(308)
Remboursements	(79 972)	(70 542)
Intérêts/principal à recevoir	782	694
<b>Encours des prêts, en valeur nominale</b>	<b>267 687</b>	<b>272 070</b>
Ajustement sur la base de la juste valeur	(114 611)	(113 850)
<b>Encours des prêts, sur la base de la juste valeur</b>	<b>153 076</b>	<b>158 220</b>
<b>Total des prêts approuvés moins annulations et ajustement pour variation en USD de la valeur totale des prêts en DTS</b>		
<b>2009 – 9 992 800 USD</b>		
<b>2008 – 9 450 378 USD</b>		
Prêts en vigueur	9 425 621	8 800 503
Moins: solde non décaissé des prêts en vigueur	(2 405 277)	(2 266 063)
Remboursements	(1 697 332)	(1 533 160)
Intérêts/principal à recevoir	23 965	19 661
<b>Encours des prêts, en valeur nominale</b>	<b>5 346 977</b>	<b>5 020 941</b>
Ajustement sur la base de la juste valeur	(1 340 309)	(1 243 334)
<b>Encours des prêts, sur la base de la juste valeur</b>	<b>4 006 668</b>	<b>3 777 607</b>

**d) Risque de crédit**

En raison de la nature de ses emprunteurs et de ses garants, le Fonds part du principe que chacun de ses prêts est assorti d'une garantie souveraine et sera donc un jour remboursé. Le risque de non-recouvrement est couvert à la fois par la provision cumulée pour dépréciation des prêts et par la provision cumulée au titre de l'Initiative PPTE. Les prêts ayant accumulé des arriérés de plus de 180 jours sont placés en situation de non-comptabilisation.

**e) Risque de marché**

Le risque de taux d'intérêt encouru par le FIDA sur son portefeuille de prêts est jugé minime étant donné que celui-ci se compose pour 92,5% (91,7% au 31 décembre 2008) de prêts consentis à des conditions particulièrement favorables, c'est-à-dire non susceptibles de varier sur une base annuelle. On trouvera une ventilation du portefeuille selon les conditions de prêt à l'appendice H, sections 4 et 9

**f) Estimation de la juste valeur**

Les hypothèses retenues pour le calcul de la juste valeur ne sont pas sensibles aux variations des taux d'actualisation. L'incidence de la variation du taux de change entre le DTS et le dollar des États-Unis est étroitement surveillée.

**NOTE 10**

**INSTRUMENTS FINANCIERS PAR CATÉGORIE**

Selon les principes comptables applicables aux instruments financiers, les actifs du FIDA se répartissent en plusieurs catégories comme suit:

2009	En milliers d'USD		
	Prêts et créances	Actifs à la juste valeur avec variation au compte de résultats	Placements détenus jusqu'à échéance
Encours net des prêts		3 889 266	
Autres créances	67 881		
Placements détenus jusqu'à échéance			402 809
Autres actifs financiers à la juste valeur avec variation au compte de résultats		3 019 765	
Liquidités et équivalents		421 354	
<b>Total</b>	<b>67 881</b>	<b>7 330 385</b>	<b>402 809</b>

2008	En milliers d'USD		
	Prêts et créances	Actifs à la juste valeur avec variation au compte de résultats	Placements détenus jusqu'à échéance
Encours net des prêts		3 596 800	
Autres créances	104 894		
Placements détenus jusqu'à échéance			407 152
Autres actifs financiers à la juste valeur avec variation au compte de résultats		3 281 163	
Liquidités et équivalents		491 548	
<b>Total</b>	<b>104 894</b>	<b>7 369 511</b>	<b>407 152</b>

**NOTE 11**

**INITIATIVE POUR LA RÉDUCTION DE LA DETTE DES PAYS PAUVRES TRÈS ENDETTÉS**

**a) Impact de l'Initiative PPTE**

Le FIDA a financé l'Initiative PPTE à hauteur de 94 670 000 USD au cours de la période 1998-2009. On trouvera à l'appendice D1 un état détaillé des financements cumulés apportés par les donateurs extérieurs.

L'appendice I contient un état récapitulatif des allègements de dette déjà consentis depuis le début de l'Initiative PPTE et de ceux qui devraient l'être à l'avenir. Les allègements de dette approuvés à ce jour par le Conseil d'administration sont exclusifs de tous les montants relatifs à l'Initiative renforcée pour la réduction de la dette des pays suivants: Comores, Érythrée, Somalie et Soudan. Il est prévu que le FIDA reçoive du Conseil d'administration entre 2010 et 2012 l'autorisation de financer sa part des nouveaux allègements ainsi consentis. Au moment où les états financiers consolidés de l'exercice 2009 ont été établis, la contribution du FIDA à l'allègement global de la dette de ces pays, au titre aussi bien du principal que des intérêts, était estimée à 156 251 000 USD (179 075 000 USD en 2008).

Le produit brut des placements du Fonds fiduciaire pour l'Initiative PPTE s'est élevé à 43 510 USD (1 630 000 USD en 2008).

Le coût total cumulé des allègements de dette se décompose comme suit:

	<i>En milliers d'USD</i>		
	2009	Variation	2008
Contributions du FIDA 1998-2007	94 670	-	94 670
Total des contributions de sources extérieures (appendice D1)	193 741	18 090	175 651
Produit net cumulé des placements	7 931	44	7 887
Différence entre les allègements de dette approuvés et les ressources disponibles	157 642	127 708	29 934
Écarts de change nets cumulés	39 761	2 856	36 905
<b>Total (appendice I)</b>	<b>493 745</b>	<b>148 698</b>	<b>345 047</b>

#### b) Provision cumulée au titre de l'Initiative PPTE

Les soldes des exercices clos au 31 décembre sont indiqués ci-après:

	<i>En milliers d'USD</i>	
	2009	2008
Solde en début d'exercice	160 337	148 004
Nouveaux montants approuvés	4 644	26 584
Variation de la provision	(20 663)	(11 320)
Variation de change	2 856	(2 931)
Solde en fin d'exercice	147 174	160 337
Ajustement sur la base de la juste valeur	(57 083)	(42 352)
<b>Équivalent sur la base de la juste valeur</b>	<b>90 091</b>	<b>117 985</b>

#### NOTE 12

##### MONTANTS À PAYER ET PASSIF EXIGIBLE

	<i>En milliers d'USD</i>	
	2009	2008 <i>recalculé</i>
Engagements au titre des garanties en espèces	217 872	474 229
Sommes à payer pour achat de titres	100 464	210 565
Engagements au titre de l'AMACS	60 919	50 113
Autres sommes à payer et engagements exigibles	60 249	65 948
<b>Total</b>	<b>439 504</b>	<b>800 855</b>

Sur le total ci-dessus, la somme d'environ 157 075 000 USD (187 623 000 USD en 2008) devrait être à payer dans plus d'un an à compter de la date du bilan.

#### NOTE 13

##### RECETTES REPORTÉES

Les contributions reportées représentent des contributions reçues dont la comptabilisation est reportée à des exercices ultérieurs pour imputation des coûts correspondants. Les produits reportés comprennent des sommes provenant des commissions de service reçues en paiement de frais qui n'ont pas encore été encourus.

	<i>En milliers d'USD</i>	
	2009	2008
Recettes reportées	214 539	275 256
Ajustement sur la base de la juste valeur	(5 492)	(5 810)
<b>Recettes reportées sur la base de la juste valeur</b>	<b>209 047</b>	<b>269 445</b>

#### NOTE 14

##### GAINS/PERTES DE CHANGE NETS

Les taux de conversion du DTS en USD appliqués au 31 décembre des trois dernières années étaient les suivants:

<i>Année</i>	<i>USD</i>
2009	1,56372
2008	1,53480
2007	1,57592

Les effets des variations de change sont détaillés ci-après:

	<i>En milliers d'USD</i>	
	2009	2008
Solde d'ouverture au 1 <sup>er</sup> janvier	<b>860 796</b>	<b>1 027 548</b>
Variations de change pour l'année:		
Liquidités et placements	44 855	(67 187)
Montants nets à recevoir/à payer	3 600	(4 231)
Encours des prêts et des dons	69 985	(93 208)
Billets à ordre et montants à recevoir des Membres	12 040	(20 617)
Contributions des États membres	(2 257)	18 491
<b>Total des variations sur l'année</b>	<b>128 223</b>	<b>(166 752)</b>
<b>Solde de clôture au 31 décembre</b>	<b>989 019</b>	<b>860 796</b>

Les variations de change présentées ci-dessus ne comprennent pas les gains ou pertes liés directement aux opérations, qui figurent au poste Total des variations de change.

#### NOTE 15

##### PRODUIT DES LIQUIDITÉS ET DES PLACEMENTS

###### a) Gestion du portefeuille de placements

Depuis 1994, la gestion de la majeure partie du portefeuille de placements du FIDA est confiée à des gestionnaires extérieurs qui agissent conformément aux lignes directrices du Fonds. Au 31 décembre 2009, les fonds sous mandat de gestion externe se chiffraient à 1 955 860 000 USD (1 892 000 000 USD en 2008), ce qui représente environ 75% (75% en 2008) du total des liquidités et placements.

###### b) Instruments dérivés

Les lignes directrices du FIDA en matière de placements autorisent le recours aux types d'instruments dérivés suivants à des fins de couverture (ils ne sont pas admis en revanche pour la comptabilité de couverture), principalement pour assurer l'alignement sur le panier du DTS.

###### i) Contrats à terme

Les contrats à terme en cours en fin d'exercice avaient les caractéristiques suivantes:

	2009	2008
Nombre de contrats en cours:		
achat	1 101	1143
vente	719	462
Gains nets latents (en milliers d'USD)	2 550	5 767
Échéances (en jours)	67 à 809	65 à 803

Les contrats à terme en cours au 31 décembre 2009 portaient sur des obligations d'État et des devises.

ii) Options

Le FIDA limite les opérations dans ce domaine aux options négociées sur des marchés organisés. Il n'émet pas de contrats d'option. Les options en fin d'exercice avaient les caractéristiques suivantes:

	31 décembre	
	2009	2008
Nombre de contrats en cours:		
achat	852	504
vente	469	382
Valeur de marché (en milliers d'USD)	(34)	(183)
Gains/(pertes) nets latents (en milliers d'USD)	(44)	(512)
Échéances (en jours)	22 à 349	23 à 257

Les contrats d'option en cours au 31 décembre 2009 portaient sur des obligations d'État et des indices du marché monétaire.

iii) Contrats à terme couverts

Au 31 décembre 2009, les contrats à terme affichaient une perte de 8 753 339 USD (gain latent de 26 752 000 USD en 2008). Leurs échéances s'échelonnaient entre 7 et 82 jours (entre 5 et 77 jours au 31 décembre 2008).

Les contrats à terme en cours au 31 décembre 2009 portaient sur des devises.

iv) Swaps

	31 décembre	
	2009	2008
Nombre de contrats ouverts:		
Achat	0	1
Vente	0	1
Gains/(pertes) nets latents (en milliers d'USD)	-	(773)
Valeur nominale (en milliers d'USD)	-	6 100

c) Produit des liquidités et des placements

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2009, le produit brut des liquidités et des placements s'est élevé à 116 493 000 USD (136 273 000 USD en 2008). Ce chiffre brut ne comprend pas les frais directs imputables sur le produit des placements, soit 4 761 000 USD (4 637 000 USD en 2008), qui sont inclus dans les charges.

	En milliers d'USD		
	2009		
	Placements au cours du marché	Placements détenus jusqu'à échéance	Total
Intérêts sur titres à revenu fixe	64 750	18 004	82 754
Revenu net sur les contrats à terme et swaps	(74)	-	(74)
Plus-value/(moins-value) sur titres à revenu fixe	38 613	(879)	37 734
Plus-value/(moins-value) latente sur titres à revenu fixe	(23 189)	-	(23 189)
Plus-value/(moins-value) latente sur les avoirs détenus en garantie de prêts de titres	17 007	-	17 007
Produit des prêts de titres	1 073	227	1 300
Intérêts versés par les banques et sur les monnaies non convertibles	959	2	961
<b>Total</b>	<b>99 139</b>	<b>17 354</b>	<b>116 493</b>

	En milliers d'USD		
	2008		
	Placements au cours du marché	Placements détenus jusqu'à échéance	Total
Intérêts sur titres à revenu fixe	78 044	17 375	95 419
Perte nette des contrats à terme et des options	4 010	-	4 010
Moins-value sur titres à revenu fixe	28 298	(511)	27 787
Moins-value latente sur titres à revenu fixe	13 035	-	13 035
Plus-value/(moins-value) latente sur les avoirs détenus en garantie de prêts de titres	(18 276)	-	(18 276)
Produit des prêts de titres	4 463	820	5 283
Intérêts versés par les banques et sur les monnaies non convertibles	8 990	25	9 015
<b>Total</b>	<b>118 564</b>	<b>17 709</b>	<b>136 273</b>

Dans le cas des placements détenus jusqu'à échéance, les plus-values/(moins-values) effectives correspondent à l'amortissement.

Ces chiffres comprennent le produit des entités consolidées, à savoir:

	En milliers d'USD	
	2009	2008
FIDA	114 999	131 257
Fonds fiduciaire pour l'AMACS	869	1 722
Fonds fiduciaire pour l'Initiative PPTE	49	1 630
PC-FBS	417	1 217
Autres fonds supplémentaires	988	4 148
À déduire: recettes reportées/reclassées	(829)	(3 701)
<b>Total</b>	<b>116 493</b>	<b>136 273</b>

Le taux de rendement annuel des liquidités et des placements consolidés en 2009 s'est établi à 4,06% net de charges (5,14% net de charges en 2008). Le taux de rendement annuel des liquidités et placements du FIDA en 2009 s'est établi à 4,45% net de charges (5,45% net de charges en 2008).

NOTE 16

RECETTES PROVENANT D'AUTRES SOURCES

Ces recettes proviennent principalement de remboursements de frais de fonctionnement spécifiques par le Gouvernement hôte. Elles comprennent également les commissions de service reçues des entités hébergées par le FIDA pour le paiement de services administratifs. Ces sommes sont détaillées ci-dessous:

Montants consolidés	En milliers d'USD	
	2009	2008
Commissions de service	740	211
Remboursements du Gouvernement hôte	8 957	16 876
Recettes provenant d'autres sources	144	1 774
<b>Total</b>	<b>9 841</b>	<b>18 861</b>



FIDA seulement	En milliers d'USD	
	2009	2008
Commissions de service	4 098	4 425
Remboursements du Gouvernement hôte	8 957	16 876
Recettes provenant d'autres sources	1 011	1 723
<b>Total</b>	<b>14 066</b>	<b>23 025</b>

**NOTE 17****RECETTES PROVENANT DES CONTRIBUTIONS**

	En milliers d'USD	
	2009	2008
FIDA	30 000	0
Fonds supplémentaires	189 824	30 636
PC-FBS	6 054	1 925
<b>Total</b>	<b>225 878</b>	<b>32 561</b>

À partir de 2007, les contributions au titre de l'Initiative PPTTE tiennent compte des charges correspondantes.

**NOTE 18****DÉPENSES D'EXPLOITATION**

Les dépenses d'exploitation (FIDA seulement) ventilées par principales sources de financement sont présentées à l'appendice J. Le tableau ci-dessous fait apparaître la ventilation des chiffres consolidés.

	En milliers d'USD	
	2009	2008
FIDA	147 089	148 506
Autres entités	10 078	26 516
<b>Total</b>	<b>157 167</b>	<b>162 497</b>

Le Mécanisme de financement du développement des programmes (MFDP) finance les dépenses pluriannuelles afférentes à la conception, à l'exécution et à la supervision des projets et programmes financés par les prêts et les dons du FIDA. Lorsqu'un engagement est pris au titre du MFDP, le coût correspondant est comptabilisé en charge sous une rubrique distincte de l'état des recettes et des dépenses, et enregistré au passif du bilan pour les montants non décaissés. Les engagements au titre du MFDP sont déduits des ressources disponibles pour engagement lorsque les activités auxquelles ils correspondent deviennent effectives, compte tenu des différentes étapes prévues pour chacune d'entre elles.

Les coûts relatifs au MFDP ainsi que d'autres sources de financement, y compris le Plan d'action, sont enregistrés dans les comptes selon la nature de la dépense à laquelle ils correspondent.

**NOTE 19****EFFECTIFS, PENSIONS ET ASSURANCE MALADIE****a) Agents du FIDA**

Les agents figurant sur les états de paie du FIDA sont affiliés aux régimes de prestations offerts par le Fonds, à savoir la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies et le plan d'assurance maladie après cessation de service (AMACS) géré par la FAO.

En 2009, les effectifs à plein temps du FIDA et des autres entités consolidées admis à bénéficier du régime de pensions du FIDA, classés par principale source budgétaire, se décomposaient comme suit:

	Cadre organique		Services généraux	Total
Budget administratif - FIDA	170	179		349
MFDP-FIDA	29	24		53
Autres sources - FIDA	32	20		52
PC-FBS	2	1		3
Cadres associés/cadres programmes spéciaux	14	-		14
Fonds programmatiques	2	1		3
<b>Total 2009</b>	<b>249</b>	<b>225</b>		<b>474</b>
<b>Total 2008*</b>	<b>244</b>	<b>233</b>		<b>477</b>

\* Recalculé pour tenir compte de l'effectif en équivalents temps plein admis à bénéficier d'une pension.

**b) Personnel extérieur**

Comme les années précédentes, pour faire face à ses besoins opérationnels, le FIDA a recouru aux services de consultants, de personnel de conférence et d'autres agents temporaires, lesquels sont également couverts par un régime d'assurance.

**c) Pensions**

La dernière évaluation actuarielle de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, établie au 31 décembre 2007, a fait apparaître un excédent actuariel s'élevant à 0,49% de la rémunération soumise à retenue pour pension. Le FIDA verse des cotisations pour le compte de son personnel (actuellement payées par l'affilié et le FIDA à hauteur de 7,9% et 15,8% respectivement de la rémunération soumise à retenue pour pension) et serait coresponsable, au prorata de sa part, de tout déficit. Le total des cotisations versées à la Caisse des pensions en 2009 s'est élevé à 9 806 000 USD (8 984 000 USD en 2008).

**d) Plan d'assurance maladie après cessation de service**

La dernière évaluation actuarielle de l'AMACS a été effectuée au 31 décembre 2009, à l'aide d'une méthode rétrospective de répartition des prestations au prorata des années de service, sur la base des hypothèses suivantes: taux d'actualisation: 5,1%; rendement des placements: 5,0%; augmentations de salaires prévues: 5,0%; augmentation des frais médicaux: 5,0%; inflation: 3,0%; et taux de change: 1 EUR = 1,44 USD. D'après ce calcul, la part des engagements non provisionnés revenant au FIDA au 31 décembre 2009 était de l'ordre de 60 919 000 USD. Le tableau ci-dessous présentent les actifs du plan d'assurance maladie après cessation de service et la provision constituée à ce titre au 31 décembre, tels qu'ils figurent dans les états financiers 2009 et 2008.

	En milliers d'USD	
	2009	2008
<b>Passif (services passés)</b>		
Total de la provision au 1 <sup>er</sup> janvier	(50 113)	(41 355)
Charges d'intérêts	(2 359)	(2 242)
Coût des services actuels	(2 759)	(1 969)
Reclassement des services actuels afférents aux entités autres que le FIDA	567	-
Pertes actuarielles	(6 255)	(4 547)
<b>Provision au 31 décembre</b>	<b>(60 919)</b>	<b>(50 113)</b>
<b>Actif</b>		
Total des actifs au 1 <sup>er</sup> janvier	57 482	46 199
Intérêt sur solde	869	1 722
Contributions	0	9 561
Solde des variations de change	1 663	
<b>Total des actifs au 31 décembre</b>	<b>60 014</b>	<b>57 482</b>

Les actifs de l'AMACS sont actuellement investis dans des dépôts à vue et à terme, conformément à la politique de placement du FIDA.

Le FIDA inscrit dans ses comptes, pour cette couverture médicale, le coût total des prestations au titre des services rendus au cours de l'exercice, y compris pour les retraités. En 2009, ce coût, inclus dans les traitements et indemnités du personnel, s'est élevé à 5 118 000 USD (4 211 000 USD – en 2008).

Compte tenu des résultats de l'exercice 2009 et de la récente évaluation actuarielle, le montant des actifs du fonds fiduciaire irrévocable est suffisant pour couvrir le niveau actuel des engagements.

#### e) **Risque d'évaluation actuarielle de l'AMACS**

Le tableau ci-dessous présente les résultats d'une analyse de sensibilité des principales hypothèses retenues pour l'évaluation actuarielle des engagements et du coût des services au titre de l'AMACS au 31 décembre 2009.

<i>Incidence sur:</i>	<i>Engagements (%)</i>	<i>Coût des services (%)</i>
Hausse des frais médicaux: 6,0% au lieu de 5,0%	25,9	36,4
4,0% au lieu de 5,0%	(20,6)	(26,6)

#### NOTE 20

##### FRAIS FINANCIERS DIRECTS (BANQUES ET PLACEMENTS)

	<i>En milliers d'USD</i>	
	<i>2009</i>	<i>2008</i>
Frais de gestion des placements	(3 624)	(3 546)
Autres charges	(652)	(641)
Impôt récupérable (payé)/reçu	7	2
<b>Total</b>	<b>(4 269)</b>	<b>(4 185)</b>

#### NOTE 21

##### AJUSTEMENT SUR LA BASE DE LA JUSTE VALEUR

Les variations de la juste valeur se décomposent comme suit:

	<i>En milliers d'USD</i>	
	<i>2009</i>	<i>2008</i>
Encours des prêts	(72 499)	53 245
Provision cumulée pour dépréciation des prêts	(6 485)	(44 076)
Provision cumulée au titre de l'Initiative PPTE	13 932	(6 165)
Encours des prêts (net)	(65 052)	3 004
Billets à ordre des contribuants	3 639	157
Contributions à recevoir	(13 049)	(14 589)
Contributions	4 915	20 695
Dons non décaissés	46 385	(3 800)
Recettes reportées	4 495	(6 263)
<b>Total</b>	<b>(18 667)</b>	<b>(796)</b>

#### NOTE 22

##### INFORMATIONS AFFÉRENTES AUX ENTITÉS HÉBERGÉES

Parmi les dons figure le financement annuel de deux entités hébergées par le FIDA, la Coalition internationale pour l'accès à la terre et le Mécanisme mondial, comme suit:

	<i>En milliers d'USD</i>	
	<i>2009</i>	<i>2008</i>
Coalition internationale	-	1 148
Mécanisme mondial	-	1 232
Équipe spéciale de haut niveau	200	-
<b>Total</b>	<b>200</b>	<b>2 380</b>

Au 31 décembre, les dettes/(créances) du Mécanisme mondial et de la Coalition internationale à l'égard du FIDA s'établissaient comme suit:

	<i>En milliers d'USD</i>	
	<i>2009</i>	<i>2008</i>
Coalition internationale	(266)	528
Mécanisme mondial	1 374	(389)
Équipe spéciale de haut niveau	37	-
<b>Total</b>	<b>1 145</b>	<b>139</b>

#### NOTE 23

##### ÉLÉMENTS DE PASSIF ET D'ACTIF CONDITIONNELS

###### a) **Éléments de passif conditionnels**

Le FIDA a accumulé des engagements conditionnels au titre des allègements de dette annoncés par la Banque mondiale/le Fonds monétaire international en faveur de neuf pays. Voir la note 11 pour de plus amples détails sur le coût potentiel de l'allègement des montants dus par ces pays au titre du principal et des intérêts ainsi que de la non-comptabilisation des intérêts qu'auraient produits les prêts pour lesquels un allègement de dette a déjà été approuvé, comme indiqué à l'appendice I.

###### b) **Éléments d'actif conditionnels**

À la suite d'un arrêt du Tribunal administratif de l'Organisation internationale du travail relatif à un membre du personnel du Mécanisme mondial, une entité hébergée par le FIDA, ce dernier a reçu instruction de verser à cette personne des dommages et intérêts et d'acquitter les frais de justice. En conséquence, une provision d'un montant de 300 000 USD a été comptabilisée pour faire face à cet engagement probable. Cette personne étant employée par le Mécanisme mondial et rémunérée sur le budget du Mécanisme mondial, le FIDA fait appel de cette décision au motif qu'il revient au Mécanisme mondial de prendre en charge tout le montant des dommages et intérêts éventuels. Si cet appel reçoit une issue favorable, le Mécanisme mondial remboursera cette somme au FIDA. C'est la raison pour laquelle il est fait état de cet élément d'actif conditionnel.

#### NOTE 24

##### DATE D'AUTORISATION DE LA PUBLICATION DES ÉTATS FINANCIERS

Les états financiers consolidés pourront être publiés après recommandation par le Comité d'audit à sa réunion d'avril 2010 et approbation par le Conseil d'administration à sa session d'avril 2010. Les états financiers consolidés de l'exercice 2009 seront soumis pour approbation au Conseil des gouverneurs à sa session de février 2011. Les états financiers consolidés de l'exercice 2008 ont été approuvés par le Conseil des gouverneurs à sa trentième-troisième session, en février 2010.

**État des contributions complémentaires et supplémentaires et des montants non décaissés****État des contributions supplémentaires cumulées, y compris le cofinancement des projets de 1978 à 2009<sup>1</sup>**  
(en milliers d'USD)

<i>États membres</i>	<i>Cofinancement des projets</i>	<i>Cadres associés</i>	<i>Autres fonds supplémentaires</i>	<i>FEM</i>	<i>Total</i>
Algérie			100		100
Angola			7		7
Australie <sup>2</sup>	2 721		84		2 805
Autriche	755				755
Bangladesh			57		57
Belgique	10 432	758	727		11 917
Belgique pour le PC-FBS <sup>3</sup>			72 778		72 778
Cameroun			23		23
Canada	1 535		3 560		5 095
Chine			245		245
Colombie			25		25
Danemark	4 147	3 326	3 946		11 419
Finlande	2 744	2 767	4 966		10 477
France	1 032	1 017	3 846		5 895
Allemagne	46	5 314	6 934		12 294
Ghana			100		100
Grèce			100		100
Inde			1 000		1 000
Indonésie			50		50
Irlande	6 723		772		7 495
Italie	25 447	5 288	28 335		59 070
Japon	1 876	2 026	3 972		7 874
Jordanie			15		15
Koweït			143		143
Luxembourg	1 412		1 073		2 485
Madagascar			57		57
Malaisie			28		28
Maroc			107		107
Pays-Bas	85 745	4 629	10 405		100 779
Nigéria			50		50
Norvège	21 942	1 646	6 381		29 969
Pakistan			25		25
Paraguay			15		15
Portugal	142		738		880
Qatar			72		72
République de Corée		3 231			3 231
Arabie saoudite			143		143
Sénégal			15		15
Afrique du Sud			10		10
Espagne	567		12 414		12 981
Suriname	2 019				2 019
Suède	9 379	2 546	15 886		27 811
Suisse	8 384	343	8 649		17 378
Turquie			148		148
Royaume-Uni	20 777		16 955		37 732
États-Unis		322	86		408
<b>Total États membres</b>	<b>207 825</b>	<b>33 213</b>	<b>205 042</b>		<b>446 080</b>

<sup>1</sup> Les contributions dans des devises autres que le dollar des États-Unis ont été converties au taux de change en vigueur à la fin de l'année.

<sup>2</sup> L'Australie n'est plus membre du FIDA depuis le 31 juillet 2007.

<sup>3</sup> La contribution de la Belgique comprend une somme de 942 000 USD versée par le Programme conjoint – Fonds belge de survie (PC-FBS).

**État des contributions complémentaires et supplémentaires et des montants non décaissés****État des contributions supplémentaires cumulées, y compris le cofinancement des projets de 1978 à 2009<sup>1</sup> (suite)**  
(en milliers d'USD)

<i>États non membres et autres sources</i>	<i>Cofinancement des projets</i>	<i>Cadres associés</i>	<i>Autres fonds supplémentaires</i>	<i>FEM</i>	<i>Total</i>
Banque africaine de développement	2 800		1 053		<b>3 853</b>
Banque arabe	1 086		25		<b>1 111</b>
Fonds arabe de développement économique et social	2 983				<b>2 983</b>
Programme des pays arabes du Golfe pour les organismes de développement des Nations Unies	299				<b>299</b>
Fondation Bill et Melinda Gates			1 014		<b>1 014</b>
Congressional Hunger Center			183		<b>183</b>
Coopernic			1 435		<b>1 435</b>
Commission européenne	814		195 619		<b>196 433</b>
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture	14		26		<b>40</b>
Fonds pour les pays les moins avancés			220		<b>220</b>
Liechtenstein			5		<b>5</b>
Fédération nationale des coopératives agricoles	35				<b>35</b>
Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés	1 976				<b>1 976</b>
Organisation des pays exportateurs de pétrole	652				<b>652</b>
Autres	50		658		<b>708</b>
Fonds spécial pour les changements climatiques			138		<b>138</b>
Fonds d'équipement des Nations Unies	241		316		<b>557</b>
Programme des Nations Unies pour le développement			228		<b>228</b>
Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies	1 000				<b>1 000</b>
Fonds des Nations Unies pour les partenariats internationaux	82		150		<b>232</b>
Banque mondiale	1 178		939	71 889	<b>74 006</b>
<b>Total États non membres et autres sources</b>	<b>13 210</b>		<b>202 009</b>	<b>71 889</b>	<b>287 108</b>
<b>Total 2009</b>	<b>221 035</b>	<b>33 213</b>	<b>407 051</b>	<b>71 889</b>	<b>733 188</b>
<b>Total 2008</b>	<b>185 495</b>	<b>31 443</b>	<b>345 265</b>	<b>52 891</b>	<b>615 096</b>

<sup>1</sup> Les contributions dans des devises autres que le dollar des États-Unis ont été converties au taux de change en vigueur à la fin de l'année.

## État des contributions complémentaires et supplémentaires et des montants non décaissés

### État des contributions complémentaires cumulées et des autres contributions de 1978 à 2009

(en milliers d'USD)

	Montant
Canada	1 511
Allemagne	458
Inde	1 000
Arabie saoudite	30 000
Suède	13 826
Royaume-Uni	11 993
Contributions cumulées reçues de la Belgique au titre du PC-FBS dans le cadre des reconstitutions	74 948
<i>Contributions afférentes à la reconstitution du Fonds fiduciaire pour l'Initiative PPTE</i>	
Italie	4 602
Luxembourg	1 053
Pays-Bas	14 024
	<b>19 679</b>
<b>Total contributions complémentaires 2009</b>	<b>153 415</b>
<b>Total contributions complémentaires 2008</b>	<b>101 147</b>

### État des contributions des États membres et des donateurs pour l'Initiative PPTE

(en milliers d'USD)

<i>Contributions afférentes à la reconstitution du Fonds fiduciaire pour l'Initiative PPTE (voir tableau précédent)</i>	19 679
Belgique	2 713
Commission européenne	10 512
Finlande	5 193
Allemagne	6 989
Islande	250
Norvège	5 912
Suède	17 000
Suisse	3 276
Fonds fiduciaire PPTE administré par la Banque mondiale	122 217
<b>Total contributions au Fonds fiduciaire PPTE du FIDA en 2009</b>	<b>193 741</b>
<b>Total contributions au Fonds fiduciaire PPTE du FIDA en 2008</b>	<b>175 651</b>

## État des contributions complémentaires et supplémentaires et des montants non décaissés

### État des contributions complémentaires et des contributions supplémentaires reçues en 2009

#### Contributions reçues pour le nouveau bâtiment du siège en 2009

	<i>Monnaie</i>	<i>Montant (en milliers)</i>	<i>Équivalent en milliers d'USD</i>
Cameroun	EUR	16	22
Chine	EUR	150	221
Madagascar	EUR	40	53
Maroc	EUR	40	57
Qatar	EUR	50	75
Turquie	EUR	70	100
<b>Total</b>		<b>366</b>	<b>528</b>

#### Contributions reçues pour le cofinancement de projets en 2009

	<i>Monnaie</i>	<i>Montant (en milliers)</i>	<i>Équivalent en milliers d'USD</i>
Belgique	EUR	2 000	2 635
Danemark	USD		531
Pays-Bas	EUR	2 104	3 063
Pays-Bas	USD		1 282
Pays de l'OPEP	USD		200
Royaume-Uni	GBP	1 426	2 373
<b>Total</b>			<b>10 084</b>

#### Contributions reçues pour le programme de cadres associés en 2009

	<i>Monnaie</i>	<i>Montant (en milliers)</i>	<i>En milliers d'USD</i>
Danemark	USD		139
Finlande	USD		630
France	USD		156
Allemagne	USD		537
Allemagne	EUR	90	133
Italie	USD		166
République de Corée	USD		127
Suède	USD		169
<b>Total</b>			<b>2 057</b>

#### Contributions versées sous forme de fonds supplémentaires en 2009

	<i>Monnaie</i>	<i>Montant (en milliers)</i>	<i>Équivalent en milliers d'USD</i>
Banque africaine de développement	USD		100
Coopernic	EUR	1 000	1 290
Commission européenne	EUR	51 069	72 297
Finlande	EUR	500	744
Italie	EUR	500	696
Fonds pour les pays les moins avancés	USD		200
Pays-Bas	USD		142
Norvège	NOK	3 500	625
Autres institutions financières internationales et organismes des Nations Unies	USD		126
Espagne	EUR	2 000	2 846
Fonds spécial pour les changements climatiques	USD		125
Suisse	EUR	331	450
Banque mondiale – Groupe consultatif d'assistance aux pauvres	USD		330
<b>Total</b>			<b>79 971</b>

#### Contributions complémentaires reçues en 2009

	<i>Reconstitutions</i>	<i>Monnaie</i>	<i>Montant (en milliers)</i>	<i>Équivalent en milliers d'USD</i>
Suède	VIII <sup>e</sup> reconstitution	SEK	100 000	13 827
Royaume-Uni	VI <sup>e</sup> reconstitution	GBP	500	740
<b>Total</b>				<b>14 567</b>

<sup>1</sup> Pour le Mécanisme d'assistance pour les peuples autochtones.

## État des contributions complémentaires et supplémentaires et des montants non décaissés

### État des contributions complémentaires et supplémentaires non décaissées

(en milliers d'USD)

#### Cofinancement de projets – montants non décaissés

	<i>Solde non décaissé au 31 décembre</i>	
	<i>2009</i>	<i>2008</i>
<b>États membres</b>		
Belgique	1 454	
Canada	1 365	29
Danemark	4	
Finlande	61	155
Irlande	1 327	1 327
Italie	3 644	2 183
Japon	164	274
Luxembourg	69	317
Pays-Bas	3 670	378
Norvège	2 733	3 095
Espagne	269	1 784
Suriname		4
Suède	170	212
Suisse		72
Royaume-Uni	2 460	5 146
<b>Total États membres</b>	<b>17 390</b>	<b>14 976</b>
<b>États non membres</b>		
Banque arabe	1 086	1 073
Organisation des pays exportateurs de pétrole	89	
Fonds d'équipement des Nations Unies	25	
Programme des Nations Unies pour le développement	213	
Banque mondiale		4
<b>Total États non membres</b>	<b>1 413</b>	<b>1 077</b>
<b>Total</b>	<b>18 803</b>	<b>16 053</b>

#### Programme de cadres associés – montants non décaissés

	<i>Solde non décaissé au 31 décembre</i>		<i>Nombre cumulé de cadres associés</i>	
	<i>2009</i>	<i>2008</i>	<i>2009</i>	<i>2008</i>
Belgique	9	9	4	4
Danemark	80	175	21	20
Finlande	442	257	13	11
France	109		5	4
Allemagne	548	337	31	29
Italie	261	411	22	22
Japon	47	47	11	11
Pays-Bas			29	29
Norvège	4	112	9	9
République de Corée	26	140	9	9
Suède	237	70	14	14
Suisse			3	3
États-Unis			3	3
<b>Total</b>	<b>1 763</b>	<b>1 558</b>	<b>174</b>	<b>168</b>

Au total 17 cadres associés ont travaillé au FIDA en 2009 (19 en 2008). Leurs postes étaient financés par le Danemark (2), la Finlande (4), la France (1), l'Allemagne (4), l'Italie (3), la Norvège (1), la République de Corée (1) et la Suède (1).

**État des contributions complémentaires et supplémentaires et des montants non décaissés****Contributions complémentaires et supplémentaires – montants non décaissés**

	<i>Solde non décaissé au 31 décembre</i>	
	2009	2008
<b>États membres</b>		
Belgique	19	19
Cameroun	23	
Canada	809	2 189
Chine	215	
Danemark	130	134
Finlande	906	697
France	105	105
Allemagne	1 155	1 690
Inde	1 000	1 000
Irlande	35	38
Italie	8 710	14 330
Japon	123	146
Luxembourg	831	831
Madagascar	57	
Malaisie	13	13
Maroc	57	
Pays-Bas	128	146
Norvège	1 337	1 479
Portugal	24	24
Qatar	68	
Espagne	11 422	7 792
Suède	14 058	228
Suisse	737	897
Turquie	100	
Royaume-Uni	4 852	5 707
États-Unis	1	1
<b>Total États membres</b>	<b>46 915</b>	<b>37 466</b>
<b>États non membres</b>		
Banque africaine de développement	139	376
Fondation Bill et Melinda Gates	159	548
Coopernic	1 192	-
Commission européenne	53 095	59 925
Organisation des Nations-Unis pour l'alimentation et l'agriculture	18	16
Fonds pour les pays les moins avancés	200	
Fonds spécial pour les changements climatiques	124	
Fonds d'équipement des Nations Unies	315	557
Programme des Nations Unies pour le développement		212
Fonds des Nations Unies pour les partenariats internationaux	6	14
Banque mondiale	178	159
Autres	126	12
<b>Total États non membres</b>	<b>55 552</b>	<b>61 819</b>
<b>Total</b>	<b>102 467</b>	<b>99 285</b>



## État des contributions complémentaires et supplémentaires et des montants non décaissés

<b>Fonds pour l'environnement mondial</b>					
<i>Bénéficiaires</i>	<i>Contributions cumulées reçues au 31 décembre</i>	<i>Solde non décaissé au 1<sup>er</sup> janvier 2009</i>	<i>Fonds reçus des donateurs</i>	<i>Décaissements</i>	<i>Solde non décaissé au 31 décembre 2009</i>
ANASE <sup>1</sup> régional	4 639	4 299		(4 299)	
Brésil	5 988	100			100
Burkina Faso	2 016	2 016		(2 016)	
Chine	4 895		4 545		4 545
Comores	1 000				
Équateur	100		100	(18)	82
Érythrée	4 500	58	4 350	(17)	4 391
Éthiopie	4 750		4 400		4 400
Gambie	100	51		(47)	4
Appui mondial à la mise en œuvre de la CCD <sup>2</sup>	481	25			25
Jordanie	6 795	6 447		(6 446)	1
Kenya	4 700				
Mali	6 326	11			11
Mauritanie	4 350	57	4 190	(57)	4 190
MENARID <sup>3</sup> suivi et évaluation	705	31	645	(9)	667
Maroc	430	6 020	(5 918)	(22)	80
Niger	4 350	51	4 200	(29)	4 222
Panama	80		80		80
Pérou	100		100		100
Sri Lanka	7 270	6 920		(6 920)	
Swaziland	2 073	45	1 973	(21)	1 997
Tunisie	5 350	5 006		(6)	5 000
Venezuela (République bolivarienne du)	100		100		100
Viet Nam	754	35	654	(35)	654
Non alloués		0			
<b>Total</b>	<b>71 852</b>	<b>31 172</b>	<b>19 419</b>	<b>(19 942)</b>	<b>30 649</b>
Intérêts	11	277	35	(301)	11
<b>Total</b>	<b>71 863</b>	<b>31 449</b>	<b>19 454</b>	<b>(20 243)</b>	<b>30 660</b>
Fonds provenant de cofinanceurs pour les activités du FEM	25				
<b>Total</b>	<b>71 888</b>	<b>31 449</b>	<b>19 454</b>	<b>(20 243)</b>	<b>30 660</b>

<sup>1</sup> Association des nations de l'Asie du Sud-Est.

<sup>2</sup> Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification.

<sup>3</sup> MENARID = Programme de gestion intégrée des ressources naturelles dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord.

## AUDITORS' REPORT

The International Fund for Agricultural Development  
Rome

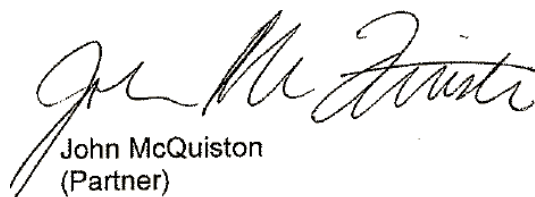
We have audited the accompanying consolidated Financial Statements (Appendices A, B, B1, C, D and D1) of the International Fund for Agricultural Development (the Fund) as at and for the year ended 31 December 2009. These financial statements are the responsibility of the Fund's management. Our responsibility is to express an opinion on these financial statements based on our audit.

We conducted our audit in accordance with International Standards on Auditing. Those standards require that we plan and perform the audit to obtain reasonable assurance about whether the financial statements are free of material misstatement. An audit includes examining, on a test basis, evidence supporting the amounts and disclosures in the financial statements. An audit also includes assessing the accounting principles used and significant estimates made by management, as well as evaluating the overall financial statement presentation. We believe that our audit provides a reasonable basis for our opinion.

In our opinion, the financial statements give a true and fair view of the consolidated financial position of the International Fund for Agricultural Development as of 31 December 2009, and of the results of its operations and its cash flows for the year then ended in accordance with International Financial Reporting Standards.

Rome, 15 April 2010

PricewaterhouseCoopers SpA



John McQuiston  
(Partner)

## RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Fonds international de développement agricole  
Rome

Nous avons procédé à la vérification des états financiers consolidés (appendices A, B, B1, C, D et D1) du Fonds international de développement agricole (le Fonds) relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2009. Ces états financiers relèvent de la responsabilité de la direction du Fonds. Notre responsabilité est d'émettre une opinion à leur sujet sur la base de notre vérification.

Notre vérification a été conduite selon les normes internationales de vérification comptable. Ces normes nous imposent de planifier et d'exécuter la vérification de manière à pouvoir raisonnablement assurer que les états financiers sont exempts d'inexactitudes matérielles. La vérification comprend l'examen, par sondage, des pièces justificatives des montants indiqués et des informations fournies dans les états financiers. Elle comprend aussi une évaluation des principes comptables appliqués et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une évaluation de la présentation générale des états financiers. Nous pensons que notre vérification nous permet de formuler une opinion avec un degré raisonnable de certitude.

À notre avis, les états financiers donnent une image fidèle de la situation financière consolidée du Fonds international de développement agricole au 31 décembre 2009, ainsi que des résultats de ses opérations et de ses mouvements de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, en accord avec les normes internationales d'information financière.

Rome, le 15 avril 2010

PricewaterhouseCoopers SpA  
John McQuiston  
(partenaire)

## Informations complémentaires

## Bilan du FIDA sur la base de la valeur nominale en dollars des États-Unis, reconverti en droits de tirage spéciaux

Aux 31 décembre 2009 et 2008

<i>Actifs</i>	<i>En milliers d'USD</i>		<i>En milliers de DTS</i>	
	<i>2009</i>	<i>Recalculé 2008</i>	<i>2009</i>	<i>Recalculé 2008</i>
Liquidités et avoirs en banque (note 4)	285 778	263 681	182 755	171 802
Placements (note 4)	2 375 687	2 358 008	1 519 252	1 536 359
Actifs détenus en garantie de prêts de titres	215 780	455 953	137 992	297 076
Billets à ordre à encaisser (note 5)	387 911	276 728	248 069	180 302
Contributions à recevoir (note 5)	390 427	211 617	249 678	137 879
Moins: provisions (note 6)	(168 448)	(168 485)	(107 723)	(109 776)
Montant net des contributions à recevoir et billets à ordre à encaisser	609 890	319 860	390 024	208 405
Autres comptes débiteurs (note 7)	160 669	253 392	102 748	267 789
Actifs fixes (note 8)	1 802	996	1 153	649
Encours des prêts (note 9 et appendice H)	5 346 977	5 020 941	3 419 391	3 271 394
Moins: provision cumulée pour dépréciation des prêts (note 9 a))	(98 424)	(133 103)	(62 941)	(86 723)
Moins: provision cumulée au titre de l'Initiative PPTE (note 11 b) et appendice I)	(147 174)	(160 337)	(94 118)	(104 468)
Encours net des prêts	5 101 379	4 727 501	3 262 332	3 080 203
<b>Total actifs</b>	<b>8 750 985</b>	<b>8 379 391</b>	<b>5 596 256</b>	<b>5 562 283</b>

<i>Passif et fonds propres</i>	<i>En milliers d'USD</i>		<i>En milliers de DTS</i>	
	<i>2009</i>	<i>recalc ulé 2008</i>	<i>2009</i>	<i>Recalculé 2008</i>
<b>Passif</b>				
Comptes créditeurs et passif exigible (note 12)	242 786	341 825	156 599	325 407
Garanties en espèces	217 872	474 414	137 992	309 105
Dons non décaissés (appendice H1)	305 795	149 239	195 556	97 236
Recettes reportées (note 13)	76 647	77 840	49 016	50 716
Total passif	843 100	1 043 318	539 163	782 464
<b>Fonds propres</b>				
Contributions				
Ordinaires	5 844 665	5 297 525	5 054 637	4 386 360
Spéciales	20 348	20 348	15 219	15 219
Total contributions (appendice G)	5 865 013	5 317 873	5 069 856	4 401 579
Réserve générale	95 000	95 000	60 752	61 899
Bénéfices non distribués	1 947 872	1 923 199	(73 515)	316 341
Total fonds propres	7 907 885	7 336 072	5 057 093	4 779 819
<b>Total passif et fonds propres</b>	<b>8 750 985</b>	<b>8 379 391</b>	<b>5 596 256</b>	<b>5 562 282</b>

Le bilan du Fonds est établi en DTS étant donné que la majorité de ses actifs sont libellés en DTS et/ou dans des monnaies servant au calcul du DTS. Cet état est présenté uniquement pour information et est exprimé en valeurs nominales.

**État des ressources disponibles pour engagement (FIDA seulement)**

Pour les exercices clos les 31 décembre 2009 et 2008 (en milliers d'USD)

		2009	2008
<b>Avoirs disponibles en monnaies librement convertibles</b>	Liquidités	284 508	263 619
	Placements	2 591 010	2 813 473
	Billets à ordre	386 512	275 328
	Autres montants à recevoir <sup>1</sup>	67 211	126 632 <sup>1</sup>
		<b>3 329 241</b>	<b>3 479 052</b>
<b>Moins</b>	Montants à payer et passif exigible	461 345	816 387
	Mécanisme de financement du développement des programmes (MFDP), report	7 150	3 436
	Réserve générale	95 000	95 000
	Prêts entrés en vigueur non décaissés	2 405 277	2 266 063
	Prêts approuvés et signés mais non encore entrés en vigueur	161 268	249 789
	Dons non décaissés	305 795	149 239
		<b>3 435 835</b>	<b>3 579 914</b>
	Provision pour billets à ordre	80 861	80 898
		<b>3 516 696</b>	<b>3 660 811</b>
<b>Ressources disponibles pour engagement</b>		<b>(187 455)</b>	<b>(181 759)</b>
<b>Moins</b>	Prêts non encore signés	405 911	400 086
	Dons non encore signés	195 732	160 533
<b>Ressources nettes disponibles avant engagements anticipés (PEA)</b>		<b>(789 098)</b>	<b>(742 378)</b>
<b>PEA reportés au 1<sup>er</sup> janvier</b>		742 378	585 352
<b>PEA approuvés aux sessions du Conseil d'administration au cours de l'exercice</b>		90 000	168 300
		<b>832 378</b>	<b>753 652</b>
<b>Moins</b>	PEA couverts pendant l'exercice	<b>(43 280)</b>	<b>(11 274)</b>
<b>Engagements anticipés reportés au 31 décembre</b>		<b>789 098</b>	<b>742 378<sup>2</sup></b>
<b>Montant net des ressources disponibles pour engagement</b>		<b>-</b>	<b>-</b>

<sup>1</sup> Ce poste ne comprend pas les sommes exigibles au titre des fonds fiduciaires PPTE et AMACS du FIDA.<sup>2</sup> Le montant reporté au titre du PEA est largement inférieur au plafond de cinq ans de rentrées futures au titre des prêts (soit environ 1 380 millions d'USD) conformément à ce qui a été fixé dans la septième reconstitution.

**État des contributions**

Aux 31 décembre 2009 et 2008

**État récapitulatif des contributions**

	<i>En milliers d'USD</i>	
	2009	2008
Contributions initiales	1 017 314	1 017 314
Première reconstitution	1 016 372	1 016 372
Deuxième reconstitution	566 560	566 560
Troisième reconstitution	553 776	553 776
Quatrième reconstitution	361 396	361 395
Cinquième reconstitution	441 370	441 282
Sixième reconstitution	566 988	566 865
Septième reconstitution	622 157	590 523
Huitième reconstitution	515 948	691
<b>Total FIDA</b>	<b>5 661 881</b>	<b>5 114 778</b>
PSA première phase	288 868	288 868
PSA deuxième phase	62 364	62 364
<b>Total PSA</b>	<b>351 232</b>	<b>351 232</b>
Contributions spéciales <sup>1</sup>	20 348	20 348
<b>Total des contributions aux reconstitutions</b>	<b>6 033 461</b>	<b>5 486 358</b>
<b>États des contributions complémentaires</b>		
Fonds belge de survie	74 948	67 228
Initiative PPTE	19 679	19 679
Autres contributions complémentaires	58 788	14 240
<b>Total contributions complémentaires</b>	<b>153 415</b>	<b>101 147</b>
Contributions à l'Initiative PPTE ne rentrant pas dans le cadre des contributions à la reconstitution des ressources	174 062	155 972
Contributions du FBS ne rentrant pas dans le cadre des contributions à la reconstitution des ressources	63 836	63 836
<b>État des contributions supplémentaires<sup>2</sup></b>		
Cofinancement des projets	221 035	185 495
Programme de cadres associés	33 213	31 443
Autres fonds supplémentaires	407 051	257 338
Fonds pour l'environnement mondial	71 852	52 893
<b>Total contributions supplémentaires</b>	<b>971 049</b>	<b>746 976</b>
<b>Total contributions</b>	<b>7 157 925</b>	<b>6 344 482</b>
Total des contributions réparti comme suit:		
<b>Total des contributions aux reconstitutions (cf. ci-dessus)</b>	<b>6 033 461</b>	<b>5 486 358</b>
Moins provisions	(168 448)	(168 485)
Total net des contributions aux reconstitutions	5 865 013	5 317 873
Moins ajustement sur la base de la juste valeur	(21 071)	(16 157)
<b>Total des contributions aux reconstitutions sur la base de la juste valeur</b>	<b>5 843 942</b>	<b>5 301 716</b>

<sup>1</sup> Y compris la contribution spéciale de l'Islande avant son admission.<sup>2</sup> Y compris les intérêts perçus en vertu de chaque accord.

**État des contributions**

Aux 31 décembre 2009 et 2008

**État des contributions des membres<sup>1</sup>**

	<i>Contributions initiales et contributions à la première, deuxième, troisième, quatrième, cinquième et sixième reconstitution des ressources (équivalent en milliers d'USD)</i>	<i>Septième reconstitution</i>					<i>Total</i>
		<i>Instruments déposés</i>		<i>Paiements (équivalent en milliers d'USD)</i>			
		<i>Monnaie</i>	<i>Montant (en milliers)</i>	<i>Équivalent en milliers d'USD</i>	<i>Liquidités</i>	<i>Billets à ordre</i>	
<b>États membres</b>							
Albanie	<b>30</b>	USD	10	10	10	0	10
Algérie	<b>51 330</b>	USD	1 100	1 100	1 100	0	1 100
Angola	<b>260</b>	USD	200	200	200	0	200
Argentine	<b>7 900</b>	USD	2 000	2 000	2 000	0	2 000
Arménie	<b>11</b>	USD	11	11	11	0	11
Australie <sup>2</sup>	<b>37 247</b>						
Autriche	<b>42 808</b>	EUR	8 797	12 687	12 687	0	12 687
Azerbaïdjan	<b>100</b>						
Bangladesh	<b>3 756</b>	USD	600	600	600	0	600
Barbade	<b>10</b>						
Belgique	<b>73 540</b>	EUR	13 080	19 214	19 214	0	19 214
Belize	<b>205</b>						
Bénin	<b>197</b>						
Bhoutan	<b>105</b>	USD	30	30	30	0	30
Bolivie (État plurinational de)	<b>1 200</b>	USD	300	300	200	0	200
Bosnie-Herzégovine	<b>0</b>	USD	75	75	75	0	75
Botswana	<b>335</b>	USD	75	75	75	0	75
Brésil <sup>3</sup>	<b>44 020</b>	USD	7 916	7 916	0	7 916	7 916
Burkina Faso	<b>159</b>	USD	100	100	100	0	100
Burundi	<b>70</b>	USD	10	10	10	0	10
Cambodge	<b>420</b>	USD	210	210	210	0	210
Cameroun	<b>855</b>	USD	794	794	794	0	794
Canada	<b>169 828</b>	CAD	37 277	33 618	33 618	0	33 618
Cap-Vert	<b>26</b>						
République centrafricaine	<b>11</b>						
Chili	<b>700</b>	USD	100	100	100	0	100
Chine	<b>40 839</b>	USD	16 000	16 000	16 000	0	16 000
Colombie	<b>470</b>	USD	170	170	170	0	170
Comores <sup>4</sup>	<b>34</b>						
Congo	<b>451</b>	USD	300	300	300	0	300
Îles Cook	<b>5</b>						
Côte d'Ivoire	<b>1 559</b>						
Cuba	<b>9</b>						
Chypre	<b>162</b>	USD	30	30	30	0	30
République populaire démocratique de Corée	<b>800</b>						
République démocratique du Congo	<b>1 180</b>						
Danemark	<b>113 350</b>	DKK	60 000	11 259	11 259	0	11 259
Djibouti	<b>6</b>						
Dominique	<b>51</b>						
République dominicaine	<b>88</b>						
Équateur	<b>791</b>						
Égypte	<b>14 409</b>	USD	3 000	3 000	900	2 100	3 000
El Salvador	<b>100</b>	USD					
Érythrée	<b>20</b>	USD	10	10	10	0	10
Éthiopie	<b>191</b>	USD	30	30	30	0	30



**État des contributions**

Aux 31 décembre 2009 et 2008

**État des contributions des membres<sup>1</sup> (suite)**

	<i>Contributions initiales et contributions à la première, deuxième, troisième, quatrième, cinquième et sixième reconstitution des ressources (équivalent en milliers d'USD)</i>	<i>Septième reconstitution</i>					
		<i>Instruments déposés</i>			<i>Paiements (équivalent en milliers d'USD)</i>		
		<i>Monnaie</i>	<i>Montant (en milliers)</i>	<i>Équivalent en milliers d'USD</i>	<i>Liquidités</i>	<i>Billets à ordre</i>	<i>Total</i>
Fidji	<b>194</b>	USD	10	10	10	10	10
Finlande	<b>31 526</b>	EUR	6 516	8 742	8 742	0	8 742
France	<b>207 092</b>	EUR	24 000	34 434	0	34 434	34 434
Gabon	<b>3 282</b>	EUR	11	15	15	0	15
Gambie	<b>45</b>						
Allemagne	<b>295 873</b>	USD	40 000	40 000	26 000	14 000	40 000
Ghana	<b>1 266</b>	USD	400	400	400	0	400
Grèce	<b>2 950</b>	USD	1 246	1 246	1 246	0	1 246
Grenade	<b>75</b>						
Guatemala	<b>793</b>	USD	250	250	245	0	245
Guinée	<b>260</b>	USD	70	70	70	0	70
Guinée-Bissau	<b>30</b>						
Guyana	<b>635</b>						
Haiti	<b>107</b>						
Honduras	<b>801</b>						
Islande	<b>5</b>	USD	300	300	300	0	300
Inde	<b>62 812</b>	USD	17 000	17 000	17 000	0	17 000
Indonésie	<b>41 959</b>	USD	5 000	5 000	5 000	0	5 000
Iran (République islamique d) <sup>4</sup>	<b>128 750</b>						
Iraq <sup>4</sup>	<b>53 099</b>	USD	2 000	2 000	2 000	0	2 000
Irlande	<b>6 411</b>	EUR	6 000	6 915	6 915	0	6 915
Irlande <sup>5</sup>	<b>0</b>	EUR	891	2 642	2 642	0	2 642
Israël	<b>300</b>						
Italie	<b>224 023</b>	EUR	14 750	19 971	19 971	0	19 971
Jamaïque	<b>326</b>						
Japon	<b>324 600</b>	JPY	3 635 719	36 002	26 238	9 763	36 001
Jordanie	<b>740</b>	USD	100	100	100	0	100
Kenya	<b>4 518</b>	USD	100	100	100	0	100
Kiribati	<b>5</b>						
Koweït	<b>153 041</b>	USD	8 000	8 000	8 000	0	8 000
République démocratique populaire lao	<b>154</b>						
Liban	<b>115</b>	USD	80	80	80	0	80
Lesotho	<b>289</b>	USD	100	100	100	0	100
Libéria	<b>39</b>						
Jamahiriya arabe libyenne <sup>4</sup>	<b>52 000</b>						
Luxembourg	<b>2 506</b>	EUR	650	954	954	0	954
Madagascar	<b>280</b>	USD	97	97	97	0	97
Malawi	<b>73</b>						
Malaisie	<b>1 000</b>	USD	125	125	125	0	125
Maldives	<b>51</b>						
Mali	<b>63</b>	USD	127	127	127	0	127
Malte	<b>55</b>						
Mauritanie	<b>50</b>						
Maurice	<b>270</b>						
Mexique	<b>30 131</b>	USD	3 000	3 000	3 000	0	3 000

**État des contributions**

Aux 31 décembre 2009 et 2008

**État des contributions des membres<sup>1</sup> (suite)**

	<i>Contributions initiales et contributions à la première, deuxième, troisième, quatrième, cinquième et sixième reconstitution des ressources (équivalent en milliers d'USD)</i>	<i>Septième reconstitution</i>					
		<i>Instruments déposés</i>			<i>Paiements (équivalent en milliers d'USD)</i>		
		<i>Monnaie</i>	<i>Montant (en milliers)</i>	<i>Équivalent en milliers d'USD</i>	<i>Liquidités</i>	<i>Billets à ordre</i>	<i>Total</i>
Mongolie	<b>2</b>						
Maroc	<b>6 245</b>	USD	300	300	300	0	300
Mozambique	<b>320</b>	USD	80	80	80	0	80
Myanmar	<b>250</b>						
Namibie	<b>340</b>	USD	20	20	20	0	20
Népal	<b>160</b>						
Pays-Bas	<b>224 310</b>	EUR	32 000	45 345	45 345	0	45 345
Nouvelle-Zélande	<b>7 991</b>						
Nicaragua	<b>99</b>	USD	20	20	20	0	20
Niger	<b>175</b>	USD	50	50	50	0	50
Nigéria	<b>101 459</b>	USD	5 000	5 000	4 711	0	4 711
Norvège	<b>144 750</b>	NOK	209 482	35 113	35 113	0	35 113
Oman	<b>200</b>	USD	100	100	100	0	100
Pakistan	<b>10 934</b>	USD	4 000	4 000	2 412	1 588	4 000
Panama	<b>166</b>	USD	33	33	33	0	33
Papouasie-Nouvelle-Guinée	<b>170</b>						
Paraguay	<b>705</b>						
Pérou	<b>760</b>	USD	200	200	200	0	200
Philippines	<b>1 778</b>	USD	200	200	200	0	200
Portugal	<b>3 089</b>	EUR	873	1 296	1 296	0	1 296
Qatar	<b>29 980</b>	USD	10 000	10 000	10 000	0	10 000
République de Corée	<b>10 239</b>	USD	3 000	3 000	3 000	0	3 000
République de Moldova	<b>6</b>	USD	13	13	13	0	13
Roumanie	<b>150</b>	USD	100	100	100	0	100
Rwanda	<b>164</b>	USD	7	7	7	0	7
Saint-Kitts-et-Nevis	<b>20</b>						
Sainte-Lucie	<b>22</b>						
Samoa	<b>50</b>						
Sao Tomé-et-Principe	<b>10</b>						
Arabie saoudite	<b>379 778</b>	USD	10 000	10 000	10 000	0	10 000
Sénégal	<b>271</b>	USD	113	113	113	0	113
Seychelles	<b>20</b>						
Sierra Leone	<b>37</b>						
Îles Salomon	<b>10</b>						
Somalie	<b>10</b>						
Afrique du Sud	<b>500</b>						
Espagne	<b>12 700</b>	EUR	24 000	35 089	35 089	0	35 089
Sri Lanka	<b>6 884</b>	USD	668	668	668	0	668
Soudan	<b>889</b>	USD	250	250	250	0	250
Swaziland	<b>238</b>	USD	35	35	35	0	35
Suède	<b>164 544</b>	SEK	251 400	37 149	37 149	0	37 149
Suisse	<b>95 482</b>	CHF	21 323	20 256	6 713	13 543	20 256
République arabe syrienne	<b>967</b>	USD	350	350	350	0	350
Thaïlande	<b>750</b>	USD	150	150	150	0	150
Togo	<b>35</b>						
Tonga	<b>55</b>						
Tunisie	<b>2 578</b>	USD	600	600	400	0	400
Turquie	<b>15 336</b>	USD	900	900	900	0	900

**État des contributions**

Aux 31 décembre 2009 et 2008

**État des contributions des membres<sup>1</sup> (suite)**

<i>Contributions initiales et contributions à la première, deuxième, troisième, quatrième, cinquième et sixième reconstitution des ressources (équivalent en milliers d'USD)</i>	<i>Septième reconstitution</i>						<i>Total</i>
	<i>Instruments déposés</i>			<i>Paiements (équivalent en milliers d'USD)</i>			
	<i>Monnaie</i>	<i>Montant (en milliers)</i>	<i>Équivalent en milliers d'USD</i>	<i>Liquidités</i>	<i>Billets à ordre</i>		
Ouganda	245	USD	45	45	45	0	45
Émirats arabes unis	51 180	USD	1 000	1 000	1 000	0	1 000
Royaume-Uni	176 134	GBP	27 725	42 797	29 365	0	29 365
République-Unie de Tanzanie	264	USD	57	57	57	0	57
États-Unis <sup>3</sup>	647 674	USD	54 000	54 000	23 143	27 633	50 776
Uruguay	325	USD	100	100	100	0	100
Venezuela (République bolivarienne du)	174 689	USD	15 000	15 000	15 000	0	15 000
Viet Nam	1 103	USD	500	500	500	0	500
Yémen	1 784	USD	592	592	592	0	592
Yougoslavie	108						
Zambie	307	USD	100	100	100	0	100
Zimbabwe	2 103						
<b>Total contributions</b>							
<b>31 décembre 2009</b>	<b>4 523 776</b>			<b>622 157</b>	<b>493 929</b>	<b>110 977</b>	<b>604 906</b>

<sup>1</sup> Les paiements se font en espèces ou sous forme de billets à ordre. Les montants étant exprimés en milliers d'USD, les contributions de l'Afghanistan (93 USD) et du Tadjikistan (400 USD) n'apparaissent pas dans l'appendice G.

<sup>2</sup> L'Australie ne fait plus partie des États membres du FIDA depuis le 31 juillet 2007.

<sup>3</sup> Voir appendice D, note 5 a).

<sup>4</sup> Voir appendice D, notes 6 a) et b).

<sup>5</sup> Outre les 6 millions d'EUR qu'elle s'est engagée à verser au titre de la huitième reconstitution, l'Irlande a fait une contribution supplémentaire de 891 000 EUR.

**État des contributions**

Aux 31 décembre 2009 et 2008

**État des contributions des membres<sup>1</sup> (suite)**

	Instruments déposés			Huitième reconstitution		
				Paielements		
	Monnaie	Montant (en milliers)	Équivalent en milliers d'USD	(équivalent en milliers d'USD)		
			Liquidités	Billets à ordre	Total	
<b>États membres</b>						
Algérie	USD	10 000	10 000	0	10 000	10 000
Angola	USD	1 900	1 900	1 900	0	1 900
Autriche	EUR	11 034	15 831	0	0	0
Azerbaïdjan	USD	100	100	100	0	100
Bhoutan	USD	30	30	30	0	30
Brésil	USD	13 360	13 360	0	0	0
Burkina Faso	USD	100	100	0	0	0
Cambodge	USD	210	210	210	0	210
Cameroun	USD	610	791	791	0	791
Chili	USD	60	60	60	0	60
Chine	USD	22 000	22 000	0	0	0
Danemark	DKK	75 000	14 461	0	0	0
Équateur	USD	50	50	50	0	50
Érythrée	USD	10	10	10	0	10
Allemagne	EUR	45 184	64 828	0	19 449	19 449
Inde	USD	25 000	25 000	9 000	0	9 000
Japon	JPY	6 375 300	68 482	0	34 241	34 241
Jordanie	USD	100	100	100	0	100
Kenya	USD	70	70	70	0	70
Luxembourg	EUR	1 576	2 262	0	2 262	2 262
Madagascar	USD	198	198	198	0	198
Malawi	USD	50	50	50	0	50
Malaisie	USD	50	50	50	0	50
Maurice	USD	5	5	5	0	5
Mozambique	USD	85	85	0	85	85
Pays-Bas	USD	75 000	75 000	0	75 000	75 000
Niger	USD	50	50	50	0	50
Norvège	NOK	240 135	41 569	0	0	0
Pakistan	USD	8 000	8 000	0	0	0
Paraguay	USD	1	1	1	0	1
République de Moldova	USD	3	3	3	0	3
Arabie saoudite	USD	20 000	20 000	0	20 000	20 000
Afrique du Sud	USD	500	500	500	0	500
Espagne	EUR	38 000	53 874	53 874	0	53 874
Sri Lanka	USD	1 001	1 001	0	0	0
Suède	SEK	360 000	50 419	0	0	0
Suisse	CHF	21 300	20 605	0	0	0
République arabe syrienne	USD	500	500	500	0	500
Tunisie	USD	600	600	0	0	0
Turquie	USD	1 200	1 200	200	0	200
Émirats arabes unis	USD	1 000	1 000	0	1 000	1 000
République-Unie de Tanzanie	USD	120	120	57	0	57
Viet Nam	USD	500	500	0	0	0
Yémen	USD	972	972	972	0	972
<b>Total États membres</b>						
<b>31 décembre 2009</b>			<b>515 947</b>	<b>68 781</b>	<b>162 037</b>	<b>230 818</b>

**État des contributions**

Aux 31 décembre 2009 et 2008

**État des contributions des membres<sup>1</sup> (suite)**

	<i>Instruments déposés</i>			<i>Huitième reconstitution</i>		
				<i>Paielements</i>		
	<i>Monnaie</i>	<i>Montant (en milliers)</i>	<i>Équivalent en milliers d'USD</i>	<i>(équivalent en milliers d'USD)</i>		
			<i>Liquidités</i>	<i>Billets à ordre</i>	<i>Total</i>	
<b>États non membres</b>						
OPEP <sup>2</sup>		20 000				
Autres		138				
<b>Total États non membres</b>		<b>20 138</b>				
<b>31 décembre 2009</b>		<b>4 543 914</b>	<b>1 138 104</b>	<b>562 710</b>	<b>273 014</b>	<b>835 724</b>
<b>31 décembre 2008</b>		<b>4 543 702</b>	<b>591 214</b>	<b>318 436</b>	<b>154 983</b>	<b>473 419</b>

<sup>1</sup> Les montants étant exprimés en milliers d'USD, le paiement effectué par le Tadjikistan (200 USD) n'apparaît pas à l'appendice G.

<sup>2</sup> Organisation des pays exportateurs de pétrole.

**État des contributions**

Aux 31 décembre 2009 et 2008

**Programme spécial pour l'Afrique**

	<i>Première phase</i>			<i>Deuxième phase</i>		
	<i>Instruments déposés</i>			<i>Instruments déposés</i>		
	<i>Monnaie</i>	<i>Montant</i>	<i>Équivalent en milliers d'USD</i>	<i>Montant</i>	<i>Équivalent en milliers d'USD</i>	<i>Total</i>
Australie	AUD	500	389			389
Belgique	EUR	31 235	34 975	11 155	12 263	47 238
Danemark	DKK	120 000	18 673			18 673
Djibouti	USD	1	1			1
Union européenne	EUR	15 000	17 619			17 619
Finlande	EUR	9 960	12 205			12 205
France	EUR	32 014	37 690	3 811	4 008	41 698
Allemagne	EUR	14 827	17 360			17 360
Grèce	USD	37	37	40	40	77
Guinée	USD	25	25			25
Irlande	EUR	380	418	253	289	707
Italie	EUR	15 493	23 254	5 132	6 785	30 039
Italie	USD	10 000	10 000			10 000
Japon	JPY	2 553 450	21 474			21 474
Koweït	USD		0	15 000	15 000	15 000
Luxembourg	EUR	247	266			266
Mauritanie <sup>1</sup>	USD	25	25			25
Pays-Bas	EUR	15 882	16 174	8 848	9 533	25 707
Nouvelle-Zélande	NZD	500	252			252
Niger	EUR	15	18			18
Nigéria	USD		0	250	250	250
Norvège	NOK	138 000	19 759			19 759
Espagne	USD	1 000	1 000			1 000
Suède	SEK	131 700	19 055	25 000	4 196	23 251
Suisse	CHF	25 000	17 049			17 049
Royaume-Uni	GBP	7 000	11 150			11 150
États-Unis	USD	10 000	10 000	10 000	10 000	20 000
<b>31 décembre 2009</b>			<b>288 868</b>		<b>62 364</b>	<b>351 232</b>
31 décembre 2008			288 868		62 364	351 232

<sup>1</sup> Voir appendice D, note 6 a).

**État des contributions**

Aux 31 décembre 2009 et 2008

**État des contributions aux reconstitutions reçues des États membres en 2009<sup>1</sup>**  
(en milliers d'USD)

<i>États membres</i>	<i>Instruments déposés<sup>2,3</sup></i>	<i>Billets à ordre déposés<sup>3</sup></i>	<i>Paiements</i>	
			<i>Liquidités</i>	<i>Billets à ordre encaissés</i>
<b>Première reconstitution</b>				
Mauritanie				10
<b>Total</b>				<b>10</b>
<b>Deuxième reconstitution</b>				
Mauritanie				2
<b>Total</b>				<b>2</b>
<b>Troisième reconstitution</b>				
Mauritanie				25
<b>Total</b>				<b>25</b>
<b>Quatrième reconstitution</b>				
Mongolie			2	
<b>Total</b>			<b>2</b>	
<b>Cinquième reconstitution</b>				
Paraguay			88	
<b>Total</b>			<b>88</b>	
<b>Sixième reconstitution</b>				
Guatemala			23	
Pays-Bas				10 668
Allemagne				14 000
Royaume-Uni		5 733		6 287
Suisse				508
France				11 221
<b>Total</b>		<b>5 733</b>	<b>23</b>	<b>42 684</b>
<b>Septième reconstitution</b>				
Algérie				385
Angola			200	
Argentine			2 000	
Arménie			4	
Autriche				4 192
Bangladesh				210
Belgique	4 783		9 845	
Bolivie (État plurinational de)			200	
Botswana			25	
Chine			5 000	
République populaire démocratique de Corée			1 000	
Danemark		3 375		3 429
Érythrée			10	
Finlande			3 160	
France		11 855		
Allemagne		14 000		14 000
Guatemala			245	
Inde			6 000	
Indonésie			2 000	
Iraq			660	
Irlande			2 641	

**État des contributions**

Aux 31 décembre 2009 et 2008

**État des contributions aux reconstitutions reçues des États membres en 2009<sup>1</sup> (suite)**  
(en milliers d'USD)

<i>États membres</i>	<i>Instruments déposés</i> <sup>2,3</sup>	<i>Billets à ordre déposés</i> <sup>3</sup>	<i>Paiements</i>	
			<i>Liquidités</i>	<i>Billets à ordre encaissés</i>
Italie			19 971	
Japon				9 767
Kenya			34	
Koweït				2 800
Luxembourg				336
Mexique			1 000	
Maroc				150
Pays-Bas				14 605
Niger			50	
Nigéria			2 211	
Norvège			9 951	
Oman			50	
Panama			8	
Philippines			176	
Portugal				457
Qatar			3 000	
Roumanie			50	
Rwanda			7	
Arabie saoudite				3 500
Sri Lanka			668	
Soudan			250	
Suisse		6 400		6 713
Émirats arabes unis			350	
Royaume-Uni		13 909		29 365
États-Unis		10 290		7 714
Venezuela (République bolivarienne du)				7 500
Viet Nam			200	
<b>Total</b>	<b>4 783</b>	<b>59 829</b>	<b>70 966</b>	<b>105 123</b>

**Huitième reconstitution**

Algérie	10 000	10 000		
Angola			1 900	
Autriche	15 682			
Bhoutan			30	
Brésil	13 360			
Burkina Faso	100			
Cambodge	210		210	
Cameroun			409	
Chili			60	
Chine	22 000			
Danemark	14 329			
Érythrée			10	
Allemagne	66 708	20 332		
Inde	25 000		9 000	
Japon	67 428	35 554		
Jordanie			100	
Kenya			70	
Luxembourg	2 332	2 248		
Madagascar			38	
Malawi			50	
Malaisie	50		50	
Maurice			5	



**État des contributions**

Aux 31 décembre 2009 et 2008

**État des contributions aux reconstitutions reçues des États membres en 2009<sup>1</sup> (suite)**

(en milliers d'USD)

<i>États membres</i>	<i>Instruments déposés<sup>2,3</sup></i>	<i>Billets à ordre déposés<sup>3</sup></i>	<i>Paiements</i>	
			<i>Liquidités</i>	<i>Billets à ordre encaissés</i>
Mozambique	85	85		
Pays-Bas	75 000	75 000		
Niger			50	
Norvège	39 497			
Pakistan	8 000			
Paraguay			1	
République de Moldova			3	
Arabie saoudite	20 000	20 000		
Afrique du Sud			500	
Espagne			53 874	
Sri Lanka	1 001			
Suède	52 053			
Suisse	19 690			
République arabe syrienne			500	
Tunisie	600			
Turquie	1 200		200	
Émirats arabes unis		1 000		
République-Unie de Tanzanie	120		58	
Viet Nam	500			
Yémen			972	
<b>Total</b>	<b>454 945</b>	<b>164 219</b>	<b>68 090</b>	
<b>Total général</b>	<b>459 728</b>	<b>229 781</b>	<b>139 169</b>	<b>147 844</b>

<sup>1</sup> Les montants étant exprimés en milliers d'USD, le paiement effectué par le Tadjikistan (200 USD) n'apparaît pas.

<sup>2</sup> Les instruments déposés comprennent également les équivalents comptabilisés au titre des versements en espèces ou des tirages sur billets à ordre lorsque ces paiements n'étaient pas assortis d'un instrument de contribution.

<sup>3</sup> Les instruments et billets à ordre libellés dans des monnaies autres que le dollar des États-Unis sont convertis dans cette monnaie à la date où ils sont déposés.

## État des prêts

## 1. FIDA: Encours des prêts

Aux 31 décembre 2009 et 2008

Emprunteur ou garant	Prêts approuvés moins annulations	Prêts non entrés en vigueur	Prêts entrés en vigueur		Encours des prêts
			Fraction non décaissée	Fraction décaissée Remboursements	
<b>Prêts (en milliers d'USD)<sup>1</sup></b>					
Bangladesh	30 000			30 000	14 250
Cap-Vert	2 004			2 004	952
Haïti	3 500			3 500	1 619
Népal	11 538			11 538	5 472
Sri Lanka	12 000			12 000	5 400
République-Unie de Tanzanie	9 488			9 488	4 388
<b>Sous-total<sup>1</sup></b>	<b>68 530</b>			<b>68 530</b>	<b>32 080</b>
Ajustement de change sur les prêts en USD	3186			3 186	(50)
<b>Sous-total - prêts en USD<sup>1</sup></b>	<b>71 716</b>			<b>71 716</b>	<b>32 030</b>
<b>Prêts (en milliers de DTS)<sup>1</sup></b>					
Albanie	35 080		8 313	26 767	24 546
Algérie	613			613	
Angola	16 981		5 250	11 731	10 484
Argentine	50 595		33 381	17 214	3 689
Arménie	45 649		5 693	39 956	38 509
Azerbaïdjan	32 659		12 490	20 169	19 538
Bangladesh <sup>2</sup>	290 555		70 526	220 029	170 832
Belize	3 067		2 050	1 017	279
Bénin	78 254	6 000	9 153	63 101	49 720
Bhoutan	27 030		4 951	22 079	18 291
Bolivie (État plurinational de)	58 079	5 050	7 155	45 874	29 785
Bosnie-Herzégovine	40 254	7 500	4 879	27 875	26 361
Brésil	108 800	43 800	15 868	49 132	19 534
Burkina Faso	81 458	5 400	22 681	53 377	46 033
Burundi <sup>2</sup>	41 689		5 388	36 301	28 017
Cambodge	32 028	4 250	1 774	26 004	25 642
Cameroun	40 522	8 300	6 791	25 431	21 161
Cap-Vert	13 490		3 869	9 621	8 439
République centrafricaine	23 044			23 044	16 316
Tchad	26 150		16 492	9 658	9 658
Chine	401 344		92 609	308 735	258 910
Colombie	23 345		6 824	16 521	9 198
Comores	4 182			4 182	3 134
Congo	13 950		7 169	6 781	6 781
Costa Rica	9 250	5 850		3 400	562
Côte d'Ivoire	18 371		4 652	13 719	11 478
Cuba	10 581			10 581	8 308
République populaire démocratique de Corée	50 497			50 497	44 227
République démocratique du Congo	39 693		16 389	23 304	19 399
Djibouti	4 462		1 142	3 320	2 591
Dominique	2 902			2 902	1 348
République dominicaine	22 413	9 450		12 963	6 799
Équateur	40 426	8 200	8 403	23 823	8 273
Égypte	163 335	29 600	16 802	116 933	76 842
El Salvador	72 965		21 345	51 620	28 624
Guinée équatoriale	5 794			5 794	4 479
Érythrée	24 672		6 014	18 658	17 238
Éthiopie	158 802	16 975	33 827	108 000	88 020
Gabon	3 800		3 196	604	604
Gambie	29 214		4 538	24 676	20 094
Géorgie	21 818	5 350	5 112	11 356	10 924
Ghana	108 626	4 050	31 213	73 363	62 232
Grenade	3 250		780	2 470	1 712
Guatemala	75 160	12 100	30 979	32 081	12 518
Guinée-Bissau	5 117			5 117	4 385
Guinée	74 241		19 563	54 678	45 777
Guyana	8 523		1 628	6 895	6 187
Haïti	60 852		15 431	45 421	35 879
Honduras	68 991		6 996	61 995	56 169
Inde	453 927	12 600	145 897	295 430	206 659
Indonésie <sup>2</sup>	138 349		56 933	81 416	49 328
Jordanie	32 248		4 197	28 051	14 214

## État des prêts

## 1. FIDA: Encours des prêts (suite)

Aux 31 décembre 2009 et 2008

Emprunteur ou garant	Prêts approuvés moins annulations	Prêts non entrés en vigueur	Prêts entrés en vigueur			
			Fraction non décaissée	Fraction décaissée	Remboursements	Encours des prêts
Kenya	81 761	4 000	34 851	42 910	6 577	36 333
Kirghizistan	9 647	2 550		7 097	616	6 481
République démocratique populaire lao	49 573		5 617	43 956	5 492	38 464
Liban	17 133	2 600		14 533	11 013	3 520
Lesotho	24 164		3 938	20 226	3 598	16 628
Libéria	10 180			10 180		10 180
Madagascar <sup>2</sup>	99 772		31 567	68 205	12 581	55 624
Malawi <sup>2</sup>	69 673		12 262	57 411	14 561	42 850
Maldives	10 894		4 883	6 011	1 574	4 437
Mali	95 465	17 100	13 210	65 155	13 276	51 879
Mauritanie	45 323	3 856	7 466	34 001	5 822	28 179
Maurice	11 650		5 279	6 371	2 733	3 638
Mexique	50 500	3 200	23 772	23 528	16 421	7 107
Mongolie	13 705		1 806	11 899	292	11 607
Maroc	76 559		33 988	42 571	27 701	14 870
Mozambique <sup>2</sup>	112 540		38 611	73 929	11 522	62 407
Namibie	4 200			4 200	2 800	1 400
Népal	77 311	4 750	16 175	56 386	17 116	39 270
Nicaragua	39 222		12 102	27 120	2 270	24 850
Niger	40 340		12 292	28 048	5 368	22 680
Nigéria	107 800	45 400	20 647	41 753	2 869	38 884
Pakistan <sup>2</sup>	260 377		67 238	193 139	74 132	119 007
Panama	39 143	2 600	13 601	22 942	18 894	4 048
Papouasie-Nouvelle-Guinée	3 901			3 901	3 071	830
Paraguay	21 808	2 000	6 933	12 875	10 492	2 383
Pérou	60 150	5 200	10 987	43 963	23 011	20 952
Philippines	84 196		38 412	45 784	10 549	35 235
République de Moldova	33 300		9 499	23 801		23 801
Roumanie	12 400			12 400	4 960	7 440
Rwanda <sup>2</sup>	84 048		9 885	74 163	10 306	63 857
Sainte-Lucie	1 242			1 242	771	471
Saint-Vincent-et-les Grenadines	1 484			1 484	1 251	233
Samoa	1 908			1 908	578	1 330
Sao Tomé-et-Principe	13 761		4 300	9 461	1 616	7 845
Sénégal	71 312	9 100	7 250	54 962	4 786	50 176
Seychelles						
Sierra Leone	26 500		4 623	21 877	8 515	13 362
Îles Salomon	2 519			2 519	872	1 647
Somalie	17 710			17 710	411	17 299
Sri Lanka	128 055	15 550	38 788	73 717	16 697	57 020
Soudan <sup>2</sup>	129 500		29 691	99 809	22 853	76 956
Swaziland	20 403	4 050	4 529	11 824	6 290	5 534
République arabe syrienne	61 368		24 203	37 165	25 446	11 719
Ex-République yougoslave de Macédoine	11 721			11 721	650	11 071
Togo	17 564			17 564	2 464	15 100
Tonga	4 837			4 837	1 250	3 587
Tunisie	43 949		10 943	33 006	15 851	17 155
Turquie	45 657	12 080	15 877	17 700	9 562	8 138
Ouganda <sup>2</sup>	155 224	22 500	36 808	95 916	18 205	77 711
République-Unie de Tanzanie	164 058		48 034	116 024	8 042	107 982
Uruguay	18 880		2 491	16 389	11 628	4 761
Venezuela (République bolivarienne du)	33 621	8 800	6 648	18 173	12 552	5 621
Viet Nam	130 460		51 394	79 066	4 145	74 921
Yémen <sup>2</sup>	138 938		26 489	112 449	29 777	82 672
Zambie	90 529	12 900	12 597	65 032	11 905	53 127
Zimbabwe	32 175			32 175	15 604	16 571
<b>Total</b>	<b>6 207 207</b>	<b>362 711</b>	<b>1 538 029</b>	<b>4 306 467</b>	<b>1 095 890</b>	<b>3 210 577</b>
Fonds pour Gaza et la Cisjordanie <sup>3</sup>	2 513			2 513	193	2 320
<b>Équivalent en USD</b>	<b>9 710 274</b>	<b>567 179</b>	<b>2 405 049</b>	<b>6 738 046</b>	<b>1 577 674</b>	<b>5 160 372</b>
Ajustement de change sur les remboursements de prêts en DTS	(136 295)			(136 295)		(136 295)
<b>Sous-total en USD des prêts en DTS au 31 décembre 2009</b>	<b>9 573 979</b>	<b>567 179</b>	<b>2 405 049</b>	<b>6 601 751</b>	<b>1 577 674</b>	<b>5 024 077</b>
<b>Total valeur nominale des prêts en USD au 31 décembre 2009</b>	<b>9 645 695</b>	<b>567 179</b>	<b>2 405 049</b>	<b>6 673 467</b>	<b>1 617 360</b>	<b>5 056 107</b>
Ajustement sur la base de la juste valeur						(1 225 698)
<b>Total USD sur la base de la juste valeur au 31 décembre 2009</b>						<b>3 830 409</b>
<b>Total USD en valeur nominale au 31 décembre 2008</b>	<b>9 108 152</b>	<b>649 875</b>	<b>2 265 755</b>	<b>6 192 508</b>	<b>1 462 618</b>	<b>4 729 904</b>
Ajustement sur la base de la juste valeur						(1 129 484)
<b>Total USD en juste valeur au 31 décembre 2008</b>						<b>3 600 420</b>

## État des prêts

### 2. FIDA: État récapitulatif des prêts approuvés en valeur nominale<sup>1</sup>

Aux 31 décembre 2009 et 2008

Prêts approuvés en milliers de DTS					Valeur en milliers d'USD					
		Au 1 <sup>er</sup> janvier 2009	Prêts annulés	Prêts intégralement remboursés	Au 31 décembre 2009	Au 1 <sup>er</sup> janvier 2009	Prêts annulés	Prêts intégralement remboursés	Variation du taux de change DTS/USD	Au 31 décembre 2009
1978	USD	68 530			68 530	68 530			0	68 530
1979	DTS	201 486			201 486	309 241	0	0	5 827	315 068
1980	DTS	187 228			187 228	287 358	0	0	5 415	292 773
1981	DTS	188 716			188 716	289 642	0	0	5 458	295 100
1982	DTS	103 110			103 110	158 253	0	0	2 982	161 235
1983	DTS	143 589			143 589	220 381	0	0	4 153	224 534
1984	DTS	131 907			131 907	202 451	0	0	3 815	206 266
1985	DTS	60 332			60 332	92 598	0	0	1 745	94 343
1986	DTS	23 664			23 664	36 320	0	0	682	37 002
1987	DTS	43 793		0)	43 793	39 972	0	0	28 508	68 480
1988	DTS	80 306		(11 926)	68 380	123 254	0	(18 649)	2 322	106 927
1989	DTS	108 137		(4 794)	103 343	165 969	0	(7 497)	3 127	161 600
1990	DTS	100 885		(9 867)	91 018	154 838	0	(15 429)	2 918	142 327
1991	DTS	127 804			127 804	196 154	0	0	3 696	199 850
1992	DTS	150 231			150 231	230 572	0	0	4 345	234 917
1993	DTS	168 966	10		168 976	259 329	15	0	4 887	264 231
1994	DTS	179 703	(278)		179 425	271 117	(435)	0	9 889	280 571
1995	DTS	221 872	(140)		221 732	332 413	(218)	0	14 533	346 728
1996	DTS	234 582	(4 142)		230 440	351 351	(6 477)	0	15 470	360 344
1997	DTS	269 584	(629)		268 955	405 487	(984)	0	16 067	420 570
1998	DTS	270 726	(1 532)		269 194	400 483	(2 396)	0	22 857	420 944
1999	DTS	308 170	(6 653)		301 517	463 811	(10 403)	0	18 081	471 489
2000	DTS	305 875	(6 537)		299 338	469 413	(10 222)	0	8 890	468 081
2001	DTS	288 503	(2 502)		286 001	442 651	(3 911)	0	8 488	447 228
2002	DTS	246 100	(1 000)		245 100	377 715	(1 565)	0	7 117	383 267
2003	DTS	273 711	(6 000)		267 711	419 032	(9 382)	0	8 976	418 626
2004	DTS	275 750			275 750	423 222	0	0	7 975	431 197
2005	DTS	324 810			324 810	498 519	0	0	9 394	507 913
2006	DTS	350 350			350 350	537 718	0	0	10 132	547 850
2007	DTS	293 230			293 230	439 153	0	0	19 377	458 530
2008	DTS	295 006			295 006	452 776	0	0	8 531	461 307
2009	DTS	0			307 584	0	0	0		480 977
<b>Total</b>	<b>DTS</b>	<b>5 958 126</b>	<b>(29 403)</b>	<b>(26 587)</b>	<b>6 209 720</b>	<b>9 051 193</b>	<b>(45 978)</b>	<b>(41 575)</b>	<b>265 657</b>	<b>9 710 274</b>
<b>Total</b>	<b>USD</b>	<b>68 530</b>				<b>68 530</b>				<b>68 530</b>
<b>Ajustement de change sur les prêts décaissés</b>										
<b>Total</b>										<b>(133 109)</b>
<b>Total</b>						<b>9 119 723</b>				<b>9 645 695</b>

### 3. FIDA: Structure des échéances de l'encours des prêts en valeur nominale, selon la durée résiduelle

Aux 31 décembre 2009 et 2008 (en milliers d'USD)

Durée résiduelle	2009	2008
moins de 1 an	268 054	259 822
1-2 ans	203 552	191 292
2-3 ans	210 807	197 351
3-4 ans	205 945	201 441
4-5 ans	207 410	195 933
5-10 ans	1 098 720	1 014 728
10-15 ans	970 961	869 893
15-20 ans	854 781	764 761
20-25 ans	639 648	612 656
Plus de 25 ans	396 239	422 027
<b>Total</b>	<b>5 056 117</b>	<b>4 729 904</b>

<sup>1</sup> Les prêts approuvés en 1978 étaient libellés en dollars des États-Unis et sont remboursables dans les monnaies qui ont servi aux retraits. Depuis 1979, les prêts sont libellés en DTS et leur montant cumulé est converti dans le bilan. Au 31 décembre 2009, le taux de conversion DTS/USD utilisé pour le calcul était de 1/1,56372. Étant donné que les prêts ont été chiffrés au 31 décembre 2008 au taux alors en vigueur de 1/1,53480, leur valeur en dollars des États-Unis a augmenté de 798 874 000 USD du fait de l'évolution des taux de change entre le 31 décembre 2008 et le 31 décembre 2009 (entre 2007 et 2008, la valeur des prêts en dollars des États-Unis avait diminué de 711 936 000 USD).

<sup>2</sup> Les remboursements incluent la contribution des Pays-Bas et de la Norvège à des prêts particuliers consentis à ces pays, ce qui s'est traduit par des remboursements partiels anticipés et par une augmentation correspondante des ressources disponibles pour engagement.

<sup>3</sup> Le montant du prêt accordé au fonds pour Gaza et la Cisjordanie est inclus dans le total ci-dessus. Voir appendice D, note 2 e) ii).

## État des prêts

### 4. FIDA: État récapitulatif de l'encours des prêts en valeur nominale, selon les conditions de prêt

Aux 31 décembre 2009 et 2008 (en milliers d'USD)

	2009	2008
Conditions particulièrement favorables	4 657 355	4 325 782
Conditions intermédiaires	250 015	263 894
Conditions ordinaires	148 747	140 228
<b>Total</b>	<b>5 056 117</b>	<b>4 729 904</b>

### 5. Structure des échéances des prêts non décaissés en valeur nominale

Aux 31 décembre 2009 et 2008 (en milliers d'USD)

<i>Durée résiduelle</i>	2009	2008
Moins de 1 an	491 330	488 682
1-2 ans	473 673	465 716
2-3 ans	432 232	427 684
3-4 ans	382 242	377 225
4-5 ans	322 754	316 133
5-10 ans	816 791	784 806
Plus de 10 ans	53 433	55 387
<b>Total</b>	<b>2 972 455</b>	<b>2 915 633</b>

## État des prêts

## 6. Programme spécial pour l'Afrique: État des prêts en valeur nominale

Aux 31 décembre 2009 et 2008

<i>Emprunteur ou garant</i>	<i>Prêts approuvés moins annulations</i>	<i>Fraction non décaissée</i>	<i>Fraction décaissée</i>	<i>Remboursements</i>	<i>Encours des prêts</i>
<b>Prêts (en milliers de DTS)</b>					
Angola	2 714	-	2 714	423	2 291
Burkina Faso	10 546	-	10 546	2 530	8 016
Burundi	4 494	-	4 494	748	3 746
Cap-Vert	2 183	-	2 183	530	1 653
Tchad	9 617	-	9 617	2 013	7 604
Comores	2 289	-	2 289	346	1 943
Djibouti	114	-	114	28	86
Éthiopie	6 660	-	6 660	2 067	4 593
Gambie	2 638	-	2 638	660	1 978
Ghana	22 322	-	22 322	5 160	17 162
Guinée-Bissau	2 127	-	2 127	80	2 047
Guinée	10 762	-	10 762	2 960	7 802
Kenya	12 387	146	12 241	2 536	9 705
Lesotho	7 482	-	7 482	1 780	5 702
Madagascar	1 098	-	1 098	165	933
Malawi	5 777	-	5 777	867	4 910
Mali	10 193	-	10 193	3 060	7 133
Mauritanie	19 020	-	19 020	4 744	14 276
Mozambique	8 291	-	8 291	2 591	5 700
Niger	11 119	-	11 119	3 240	7 878
Sénégal	23 234	-	23 234	5 313	17 921
Sierra Leone	1 505	-	1 505	263	1 242
Soudan	26 012	-	26 012	6 464	19 548
Ouganda	8 124	-	8 124	2 437	5 687
République-Unie de Tanzanie	6 789	-	6 789	1 697	5 092
Zambie	8 607	-	8 607	2 570	6 037
<b>Total</b>	<b>226 104</b>	<b>146</b>	<b>225 958</b>	<b>55 272</b>	<b>170 685</b>
<b>Équivalent en USD</b>	<b>353 563</b>	<b>228</b>	<b>353 335</b>	<b>79 971</b>	<b>273 363</b>
Ajustement de change sur les remboursements de prêts en DTS	(6 458)				(6 458)
<b>Total en USD en valeur nominale au 31 décembre 2009</b>	<b>347 105</b>	<b>228</b>	<b>346 877</b>	<b>79 971</b>	<b>266 906</b>
Ajustement sur la base de la juste valeur					(114 611)
<b>Total en USD en juste valeur au 31 décembre 2009</b>					<b>152 295</b>
<b>Total en USD en valeur nominale au 31 décembre 2008</b>	<b>342 226</b>	<b>308</b>	<b>341 918</b>	<b>70 543</b>	<b>271 375</b>
Ajustement sur la base de la juste valeur					(113 850)
<b>Total en USD en juste valeur au 31 décembre 2008</b>					<b>157 525</b>

7. Programme spécial pour l'Afrique: État récapitulatif des prêts approuvés en valeur nominale<sup>1</sup>

Aux 31 décembre 2009

<i>Prêts approuvés en milliers de DTS</i>				<i>Valeur en milliers d'USD</i>			
	<i>Au 1<sup>er</sup> janvier 2009</i>	<i>Prêts annulés</i>	<i>Au 31 décembre 2009</i>	<i>Au 1<sup>er</sup> janvier 2009</i>	<i>Prêts annulés</i>	<i>Variation de change DTS/USD</i>	<i>Au 31 décembre 2009</i>
1986	DTS	24 902	24 902	38 220		720	38 940
1987	DTS	41 292	41 292	63 375		1 194	64 569
1988	DTS	34 770	34 770	53 365		1 006	54 371
1989	DTS	25 756	25 756	39 530		745	40 275
1990	DTS	17 370	17 370	26 660		502	27 162
1991	DTS	18 246	18 246	28 004		528	28 532
1992	DTS	6 952	6 952	10 670		201	10 871
1993	DTS	34 414	34 414	52 819		995	53 814
1994	DTS	16 320	16 320	25 048		472	25 520
1995	DTS	6 135	(53)	6 082	9 416	94	9 510
<b>Total</b>	<b>DTS</b>	<b>226 157</b>	<b>(53)</b>	<b>226 104</b>	<b>347 107</b>	<b>6 457</b>	<b>353 564</b>

## État des prêts

### 8. Programme spécial pour l'Afrique: Structure des échéances de l'encours des prêts en valeur nominale, selon la durée résiduelle

Aux 31 décembre 2009 et 2008 (en milliers d'USD)

<i>Durée résiduelle</i>	<i>2009</i>	<i>2008</i>
Moins de 1 an	10 108	10 075
1-2 ans	9 091	8 925
2-3 ans	9 091	8 925
3-4 ans	9 091	8 925
4-5 ans	9 091	44 629
5-10 ans	45 454	44 629
10-15 ans	45 454	44 629
15-20 ans	45 454	44 629
20-25 ans	45 108	39 567
Plus de 25 ans	38 964	16 443
<b>Total</b>	<b>266 906</b>	<b>271 376</b>

### 9. Programme spécial pour l'Afrique: État récapitulatif de l'encours des prêts en valeur nominale, selon les conditions de prêt

Aux 31 décembre 2009 et 2008 (en milliers d'USD)

	<i>2009</i>	<i>2008</i>
Conditions particulièrement favorables	266 906	271 376
Conditions intermédiaires	-	-
Conditions ordinaires	-	-
<b>Total</b>	<b>266 906</b>	<b>271 376</b>

**État des dons – FIDA seulement**

Aux 31 décembre 2009 et 2008 (en milliers d'USD)

	<i>Dons non décaissés au 1<sup>er</sup> janvier</i>	<i>Dons entrés en vigueur</i>	<i>Variations en 2009</i>			<i>Dons non décaissés au 31 décembre</i>
			<i>Décaissements</i>	<i>Annulations</i>	<i>Effet de change</i>	
Autres dons	69 299	48 731	(39 309)	(2 030)	311	77 002
Dons au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette (Appendice H2)	79 940	158 694	(13 998)	-	4 157	228 793
<b>Total 2009</b>	<b>149 239</b>	<b>207 425</b>	<b>(53 307)</b>	<b>(2 030)</b>	<b>4 468</b>	<b>305 795<sup>a</sup></b>
Ajustement sur la base de la juste valeur						(52 291)
<b>Total 2009 en juste valeur</b>						<b>253 504</b>
<b>Total 2008</b>	<b>76 848</b>	<b>116 997</b>	<b>(39 233)</b>	<b>(1 192)</b>	<b>(4 181)</b>	<b>149 239</b>
Ajustement sur la base de la juste valeur						(10 598)
<b>Total 2008 en juste valeur</b>						<b>138 641</b>

<sup>a</sup> Sur le montant ci-dessus, les estimations tablent sur des décaissements à hauteur de 57 600 000 USD au cours du prochain exercice financier.



**Cadre pour la soutenabilité de la dette – FIDA seulement**

Aux 31 décembre 2009 et 2008 (en milliers d'USD)

<i>Emprunteur ou garant</i>	<i>Dons non décaissés au 1<sup>er</sup> janvier 2009</i>	<i>Dons entrés en vigueur en 2009</i>	<i>Décaissements en 2009</i>	<i>Variation de change</i>	<i>Dons non décaissés au 31 décembre 2009</i>
<b>Cadre pour la soutenabilité de la dette en USD</b>					
Afghanistan	0	200	(102)	0	98
Cambodge	55	0	(55)	0	0
Guinée	0	0	0	0	0
Lesotho	0	200	(180)	0	20
Malawi	247	0	(45)	0	202
Népal	1 078	322	(290)	0	1 110
Niger	70	0	0	0	70
Soudan	0	150	(135)	0	15
Yémen	0	180	(162)	0	18
<b>Sous-total CSD en USD</b>	<b>1 450</b>	<b>1 052</b>	<b>(969)</b>	<b>0</b>	<b>1 533</b>
<b>Cadre pour la soutenabilité de la dette en DTS</b>					
Afghanistan	0	24 986	0	(34)	25 020
Bénin	0	0	0	0	0
Burkina Faso	0	0	0	0	0
Burundi	12 598	14 488	(2 491)	(291)	24 886
Cambodge	7 369	0	(1 200)	(112)	6 281
Tchad	0	0	0	0	0
Comores	3 645	0	(23)	(69)	3 691
Congo	0	7 827	(1 040)	(405)	7 192
Côte d'Ivoire	0	9 851	0	0	9 851
République démocratique du Congo	0	0	0	0	0
Djibouti	0	2 992	(350)	(54)	2 696
Érythrée	0	0	0	0	0
Éthiopie	19 403	0	(39)	(364)	19 728
Gambie	0	0	0	0	0
Guinée-Bissau	4 124	0	(280)	(67)	3 911
Guinée	10 130	0	0	(190)	10 320
Guyana	0	2 795	(333)	(83)	2 545
Haïti	0	0	0	0	0
Kirghizistan	0	8 644	0	(94)	8 738
République démocratique populaire lao	0	15 740	(1 500)	(83)	14 323
Lesotho	4 034	0	(464)	(73)	3 643
Libéria	0	4 926	0	0	4 926
Malawi	0	7 807	0	67	7 740
Mauritanie	0	0	0	0	0
Népal	3 837	0	(750)	(87)	3 174
Nicaragua	4 512	0	(300)	(71)	4 283
Niger	0	8 572	0	128	8 444
Rwanda	0	19 547	(2 105)	(860)	18 302
Sierra Leone	8 838	0	(655)	(177)	8 360
Tadjikistan	0	11 746	(1 100)	(607)	11 253
Soudan	0	15 917	(360)	(558)	16 115
Yémen	0	1 804	(39)	(73)	1 838
<b>Sous-total CSD en DTS</b>	<b>78 490</b>	<b>157 642</b>	<b>(13 029)</b>	<b>(4 157)</b>	<b>227 260</b>
<b>Total CSD en USD et DTS</b>	<b>79 940</b>	<b>158 694</b>	<b>(13 998)</b>	<b>(4 157)</b>	<b>228 793</b>
2008	12 931	76 922	(6 421)	(3 492)	79 940

## État récapitulatif des engagements au titre de l'Initiative pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés

Le tableau ci-dessous présente le montant cumulé, au 31 décembre 2009, des allègements de dette déjà consentis et des allègements estimatifs futurs au titre de l'Initiative PPTE initiale et renforcée:

	Allègements consentis au 31 décembre 2009		Allègements futurs approuvés par le Conseil d'administration			Total des allègements de dette
	Principal	Intérêts	À la charge du FIDA		À la charge de la Banque mondiale	
			Principal	Intérêts		
<b>Pays parvenus au point d'achèvement</b>						
Bénin	4 568	1 643	0	0	0	6 211
Bolivie (État plurinational de)	5 900	1 890	0	0	0	7 790
Burkina Faso	6 648	2 637	95	25	255	9 660
Burundi	592	230	15 329	2 873	0	19 024
Cameroun	910	317	690	91	1 593	3 601
République centrafricaine	5 173	1 888	4 726	1 123	0	12 910
Éthiopie	9 415	3 274	3 716	830	9 245	26 480
Gambie	877	238	541	123	1 348	3 127
Ghana	8 212	3 236	2 437	580	6 110	20 575
Guyana	1 526	299	0	0	0	1 825
Haïti	516	154	1 471	441	0	2 582
Honduras	1 077	767	0	0	0	1 844
Madagascar	5 652	1 595	724	166	1 771	9 908
Malawi	3 539	1 026	5 516	1 108	13 561	24 750
Mali	6 211	2 431	0	0	0	8 642
Mauritanie	6 188	2 010	766	191	1 932	11 087
Mozambique	10 115	3 368	585	128	1 463	15 659
Nicaragua	7 216	907	64	16	0	8 203
Niger	4 106	1 321	2 261	483	5 615	13 786
Rwanda	3 795	1 671	8 460	2 018	6 263	22 207
Sao Tomé-et-Principe	367	110	1 079	193	2 591	4 340
Sénégal	2 247	882	0	0	0	3 129
Sierra Leone	4 110	1 202	2 264	390	5 331	13 297
Ouganda	12 450	4 654	0	0	0	17 104
République-Unie de Tanzanie	9 182	3 403	1 177	283	2 940	16 985
Zambie	6 333	2 216	4 260	894	10 392	24 095
<b>Pays parvenus au point de décision</b>						
Tchad	0	0	1 945	420	0	2 365
Congo	0	0	0	95	0	95
Cote d'Ivoire	0	0	1 768	320	0	2 088
République démocratique du Congo	1 504	245	9 377	2 389	0	13 515
Guinée	0	0	8 459	1 815	0	10 274
Guinée-Bissau	0	0	5 545	1 263	0	6 808
Libéria	0	0	9 648	6 301	0	15 949
Togo	0	0	1 215	0	0	1 215
<b>31 décembre 2009, DTS</b>	<b>128 429</b>	<b>43 614</b>	<b>94 118</b>	<b>24 559</b>	<b>70 410</b>	<b>361 130</b>
<b>Moins les allègements d'intérêts non échus (y compris les intérêts à la charge de la Banque mondiale)</b>						<b>(37 166)</b>
<b>Coût total cumulé des allègements de dette au 31 décembre 2009 (en milliers de DTS)</b>						<b>323 964</b>
<b>31 décembre 2009, USD</b>	<b>191 286</b>	<b>64 628</b>	<b>147 174</b>	<b>38 405</b>	<b>110 101</b>	<b>551 594</b>
<b>Total moins les allègements d'intérêts non échus (y compris la Banque mondiale)</b>						<b>(58 118)</b>
<b>Coût total cumulé des allègements de dette au 31 décembre 2009 (en milliers d'USD)</b>						<b>493 476</b>
Ajustement sur la base de la juste valeur			(57 083)			
<b>31 décembre 2009 en juste valeur</b>			<b>90 091</b>			
31 décembre 2008, DTS	104 228	36 158	104 468	29 334	75 394	349 581
Moins les allègements d'intérêts non échus						(43 768)
Coût total cumulé des allègements de dette au 31 décembre 2008 (en milliers de DTS)						305 813
31 décembre 2008, USD	153 804	53 059	160 337	45 021	115 715	412 221
Moins les allègements d'intérêts non échus						(67 175)
Coût total cumulé des allègements de dette au 31 décembre 2008 (en milliers d'USD)						345 046
Ajustement sur la base de la juste valeur			(42 352)			
<b>31 décembre 2008 en juste valeur</b>			<b>117 985</b>			

**État des dépenses d'exploitation (FIDA seulement)**

Ventilation des dépenses d'exploitation du FIDA par source budgétaire principale  
Pour les exercices clos les 31 décembre 2009 et 2008 (en milliers d'USD)

	<i>Budgets administratifs<sup>1</sup></i>	<i>Mécanisme de financement du développement des programmes</i>	<i>Plan d'action</i>	<i>Dépenses directes<sup>2</sup></i>	<i>Autres sources<sup>3</sup></i>	<i>Total</i>
Rémunération du personnel (salaires et prestations)	68 927	9 586	903	(19)	4 565	83 962
Dépenses administratives courantes	11 847	7 191	95	452	9 406	28 991
Consultants et autres coûts salariaux (personnel extérieur)	7 253	16 998	261	59	535	25 106
Institutions coopérantes	255	4 474	41		48	4 818
Frais financiers directs (banques et placements)				4 212		4 212
<b>Total 2009</b>	<b>88 282</b>	<b>38 249</b>	<b>1 300</b>	<b>4 704</b>	<b>14 554</b>	<b>147 089</b>
Total 2008	82 571	35 566	2 377	4 637	23 356	148 507

<sup>1</sup> Il s'agit des budgets administratifs du FIDA et de son Bureau de l'évaluation; les chiffres comprennent les montants reportés.

<sup>2</sup> Charges directes imputées sur le produit des placements.

<sup>3</sup> Y compris les dépenses remboursables par le Gouvernement italien, les dépenses liées aux départs volontaires et les postes financés par les commissions de service.